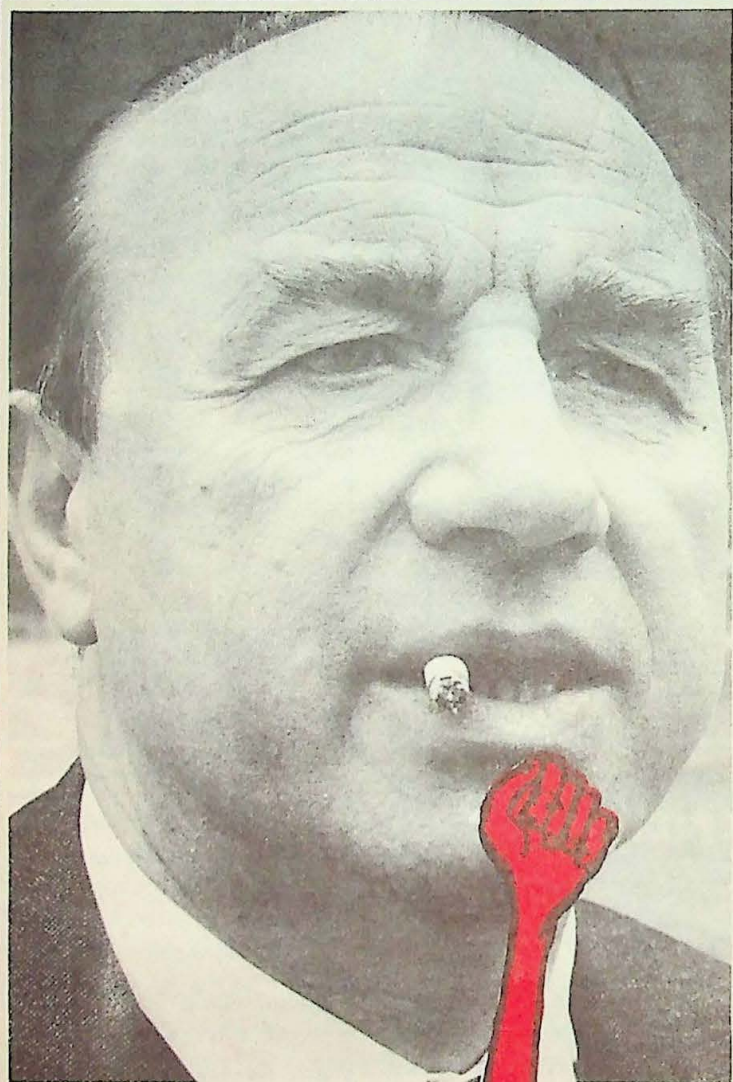


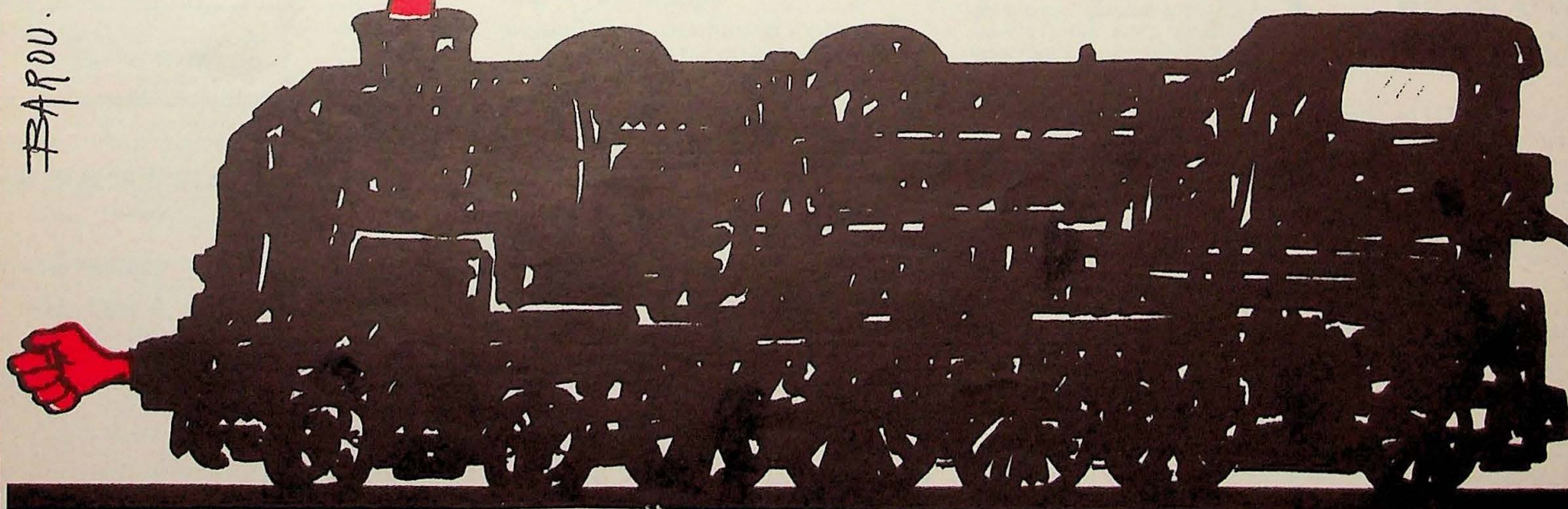
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 501, 1,50 F
JEUDI 17 JUIN 1971



il n'y a pas
de
paix sociale



BAROU.

Au sommaire

Nos rubriques d'actualité

Jean-Yves Romo était à Epinay dimanche dernier. Il nous donne la dernière recette de la social-démocratie (page 4). Jacques Gallus, comme tout un chacun, a flâné au Quartier Latin. Il se demande qui dirige ce pays, du pouvoir ou de sa police ? (page 5). Alain Moutot s'est reposé devant son poste de télévision et il a regardé « les dossiers de l'écran ». Il démonte le mécanisme de cette émission (page 6).

Notre dossier international

Lorsqu'il avait séjourné en Turquie, Jean-Yves Romo s'était demandé si l'on n'était pas en présence d'un nouveau régime fasciste dans cette région. Avec le recul du temps et à l'aide d'informations vérifiées, Henri Beley est aujourd'hui affirmatif. C'est bien une situation « à la grecque » qui s'est installée en Turquie. Mais, instruit par l'expérience, l'impérialisme U.S. n'a pas renouvelé ses erreurs d'Athènes. Et puis, il a affaire à forte partie... (page 8).

Notre enquête sur les luttes ouvrières

Les conflits marquants (S.N.C.F., Usinor) sont passés en revue, mais aussi des grèves plus localisées à Saint-Malo ou à Saint-Dizier. L'action menée en faveur des immigrés à Lyon ou à Paris entre également dans notre étude. Pas de doute, il n'y a pas de paix sociale (page 10).

Photos dans ce numéro :
Elie Kagan (pp. 1, 10, 13, 16)
A.D.N.P. (p. 8)
D.R. (p. 12)
U.P.I. (p. 9)

TRIBUNE CULTURELLE

Les maux des camés

A. Moutot

A New York, un quartier mal famé, à l'Ouest de Manhattan, lieu dit par dérision « Needle Park ». En fait de parc, on ne voit que bancs vétustes et papiers gras. Cet endroit minable sert de cadre à une « descente aux enfers » de la drogue. Elle (Kitty Winn) s'est amourachée d'un gars (Al Pacino) qui se pique. Par amour pour lui, elle va aussi se « défoncer » et aller jusqu'au bout de la déchéance. « Panique à Needle Park » foudroie le spectateur d'images à couper le souffle, sur le calvaire de ceux qui orientent toute volonté de vivre dans l'unique dessein de ne pas souffrir du « manque ». Pour eux, tous les moyens finissent par être bons : mendicité, vol, prostitution, mouchardage. Avec force de détails et de répétitions Jerry Schatzberg, ancien photographe de mode, fait feu de tous les trucs de la technique cinématographique moderne contre ce qu'il présente comme le ghetto du vice.

S'il visait une condamnation, le réalisateur peut être rassuré : il a fait mouche.

L'enfer des autres

Le spectateur aussi sera d'autant plus prompt à condamner que les paumés de Needle Park lui sont présentés comme des habitants d'une autre planète. Et cet univers concentrationnaire de la drogue lui paraît dépourvu de tous liens avec l'autre monde qui l'a pourtant secrété. La seule liaison qui est montrée, c'est la police. Elle provoque systématiquement « les paniques » en restreignant à volonté les livraisons de poudre blanche.

Entre ses mains, les victimes affolées deviennent de véritables instruments de délation. Les forces de répression sont donc complètement au courant des activités des drogués, mieux elles les contrôlent et les maintiennent à un niveau suffisant pour qu'un certain ordre ne soit pas dérangé. Toute ambiguïté n'est pas pour autant levée, bien au contraire, car le metteur en scène fait dire à un flic très séduisant, très gauchiste amé-

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard



Interviews recueillies par Noël Monier

en souscription

240 pages

parution au VII^e Congrès

prix 13 F

Format 14 x 20

Bon de commande à « Tribune Socialiste »
54, bd Garibaldi, PARIS XV

C.C.P. Paris 5826 65

ricain dans le style, que ces méthodes sont à la mesure du mal à combattre.

Description et dénonciation

Sur les causes qui poussent une jeunesse à la recherche effrénée de faux paradis, sur les responsables qui alimentent les flammes de cet enfer, le film fait silence et constitue lui-même une fuite.

Needle Park est complètement déconnecté de la violence latente qui sévit dans le reste de la société.

A se complaire au plan des-

criptif, le réalisateur évite commodément toute dénonciation gênante et détourne la force du film vers une espèce de défoulement collectif contre une jeunesse qui soulève trop de problèmes, devant lesquels la majorité préfère rester silencieuse et surtout se fermer les yeux. Jerry Schatzberg s'est voulu inquisiteur général contre la drogue. Mais il manque les pièces essentielles à son dossier. De ce fait il est rassurant, parce qu'il ne met rien de fondamental en question. A propos des manifestations apparentes des maux des camés, « Panique à Needle Park » montre bien mais n'explique rien. □

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolonges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique No-
res, Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois	22 F
1 ans	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Demain, Lille...

Jacques Malterre

Dans quelques jours, le 7^e Congrès du P.S.U. s'ouvrira à Lille. Ses tâches seront nombreuses mais tous les militants du parti sont d'accord pour considérer qu'elles se ramènent à un problème capital : Pour passer au socialisme il faut proposer une autre solution que celle qui est préconisée par le Parti communiste, c'est-à-dire la démocratie avancée. De la réponse à cette question dépendent tous les choix à faire quant aux structures et à la direction du parti.

La logique des calendriers politiques a voulu que 15 jours auparavant se tienne le Congrès « de l'unification des socialistes à Epinay ». Le plus aimable que l'on puisse dire de ces assises c'est qu'elles n'ont pas apporté de solution originale. Au-delà des querelles de clans qui ont permis à une étrange coalition de liquider les amis de Guy Mollet, le Congrès socialiste s'est appliqué à définir les rapports du P.S. avec le P.C.F. en vue des prochaines élections législatives. En fait il s'est rallié, ou a fait semblant de se rallier, à la perspective de la « démocratie avancée », mais le débat a surtout tourné à propos du terme « démocratie » autour du « problème des garanties ». Quelles garanties faut-il exiger du P.C.F. pour être certain de sa bonne volonté démocratique, c'est-à-dire pour se prémunir contre un coup de Prague ou plus simplement contre la domination du P.C. sur « la coalition de gauche ».

Le P.S.U. est unanime à considérer les choses d'une toute autre manière. Même si nous avons à poser la question de termes de garanties, il nous paraîtrait bien vain de la traiter à coups d'accords entre états-majors, accords passés dans des conditions qui seraient de toutes façons profondément bouleversées quand elles auraient à s'appliquer. Il n'y aurait de garantie pour les « socialistes » que s'ils conviaient les travailleurs à autre chose qu'à un vaste rassemblement électoral et pouvaient les mobiliser dans l'action.

Mais pour nous le véritable objectif c'est de faire que les travailleurs créent d'autres conditions du passage au socialisme que la démocratie avancée. Dans cette expression ce qui nous pose un problème en effet ce n'est pas la démocratie, c'est l'épithète « avancée ».

S'il pouvait y avoir encore quelques doutes là-dessus la lecture du dernier grand article de Georges Marchais dans « l'Humanité » nous l'ôterait immédiatement.

Ce papier commence par une fresque de la crise de la société occidentale. Il en emprunte les traits à diverses déclarations d'éminents représentants de la bourgeoisie, procédé littéraire classique — si eux-mêmes le disent ! — et qui évite d'avoir à faire sa propre description, puis il dénonce les responsables et propose sa solution.

Les causes avancées sont déjà un peu déconcertantes mais il faut bien justifier la solution. Il y a, par exemple, une crise de l'université, du moins dit Marchais, il y a de l'agitation dans ce secteur, mais à ses yeux les responsables c'est le manque de crédit et l'absence de démocratisation. Cela semble un peu court. On pourrait penser qu'il y a aussi conflit entre le rôle que la bourgeoisie entend faire jouer à l'éducation nationale et la volonté d'un grand nombre d'étudiants, de lycéens et d'enseignants de ne pas se soumettre. Autre exemple : il y a une

crise économique révélée par l'inflation, mais, dit le secrétaire général adjoint du P.C., les responsables c'est l'alignement sur le dollar et la frénésie d'accumulation du capital par les monopoles ; ce n'est pas inexact mais là aussi c'est limiter la signification du fait, on peut penser que plus fondamentalement l'inflation résulte d'un conflit insoluble entre les forces du travail et le patronat.

Et cela continue. En définitive, pour le chef du P.C., la cause unique de toute la crise occidentale, c'est que notre société est une société capitaliste (il n'y a pas de crise dans les sociétés socialistes, n'est-ce pas ?) où une « poignée » de monopoles prend toutes les décisions en vue d'accaparer des profits sans cesse croissants au détriment de tous les autres citoyens.

La solution dès lors découle logiquement de l'analyse : il faut créer l'immense rassemblement de tous ceux qui ne sont pas monopoles pour briser le pouvoir des monopoles. Il faut, ajoute l'article de « l'Humanité », « remplacer le pouvoir du capital par le pouvoir du travail », ce qui est bien le moins qu'un socialiste puisse dire. Mais qu'est ce qu'instaurer le pouvoir du travail ? « C'est, dit Marchais, que les entreprises nationales (dont le nombre sera accru) soient gérées avec la participation et sous le contrôle des travailleurs ; c'est que la population et en premier lieu les travailleurs, qui sont la force vive du pays, puissent participer activement à la gestion des affaires publiques ». Participation, voilà le grand thème de la démocratie avancée que Georges Marchais propose avec la caution du Pape : les travailleurs participent, le gouvernement prend des mesures de progrès social, fait des réformes antimonopolistes conséquentes et instaure une vie démocratique intense.

Crise aiguë de la société d'un côté, participation et vie démocratique de l'autre. Entre l'analyse et la conclusion il y a un gouffre. Comment ne pas voir que la solution ne répond pas au problème. Ce qui est mis en cause chaque jour plus fortement par des travailleurs (les O.S. du Mans, par exemple), des paysans de l'Ouest (et d'autres), des lycéens, des enseignants contestataires, des jeunes et des femmes, c'est en fait toute la finalité du système productif, c'est la nature du travail salarié, c'est la hiérarchie dans l'entreprise modèle, de la hiérarchie dans la société, ce sont les rapports sociaux fondés sur l'inégalité des chances et des responsabilités et se perpétuant par le système scolaire, la répression généralisée, l'idéologie ambiante, avec la complicité active d'un Etat qui est lui-même la clé de la hiérarchie et l'agent principal de la répression, ce sont les rapports au sein de la famille traditionnelle et l'exploitation de tous les plus mal organisés (jeunes, immigrés, ruraux déracinés).

Tous ceux qui se battent ne veulent pas se contenter de supprimer les monopoles (ce qui bien sûr est aussi à faire) mais bien de liquider l'emprise de la bourgeoisie sur les conditions de la vie et du développement humain. Il faut pour cela que les travailleurs eux-mêmes trouvant appui dans le (ou les) parti révolutionnaire prennent eux-mêmes la chose en main. Mais le drame pour Georges Marchais et ses amis c'est que le régime de transition, le régime de démocratie avancée qu'ils proposent,

même soutenu par les travailleurs, sera bientôt ligoté par les forces adverses appuyées sur l'appareil de l'Etat, de la production et de l'information capitalistes, c'est aussi que la société socialiste qui se profile derrière et qui ne peut que s'inspirer du modèle de l'U.R.S.S. risque fort de reconduire les rapports hiérarchiques, de reconstituer les clivages de classe entre les responsables et les autres et finalement de s'assigner des objectifs d'économie marchande.

Le Congrès du P.S.U. sera une réussite, s'il révèle (ce n'est pas lui qui « invente ») qu'une autre perspective est en gestation dans les luttes sociales et idéologiques et qu'un parti peut l'exprimer d'une manière claire et convaincante. □

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs
Paris 6^e — 325.00.09

POLOGNE 8-28 août

TOUT COMPRIS 970 F

Transport : avion.

● A la découverte de :

Varsovie, Poznan, Gdansk, Wrocław.
Le Musée d'art graphique de Varsovie.

Le village de Lowicz spécialisé dans l'artisanat du découpage.

Concert d'orgue à la Cathédrale d'Oliwa.

Palais de Wilanow à Varsovie.

Soirée culturelle à Varsovie.

Plage, détente, à Gdansk.

● Circuit d'études :

— des questions

- réforme économique, planification socialiste ?
- conseils ouvriers, syndicats, parti ?
- la presse et la vie politique ?
- les organisations de la jeunesse, de femmes ?

— des réponses :

- rencontres avec :
les syndicats à Varsovie, Gdansk, Wrocław,
les organisations paysannes, l'union des femmes, chantiers navals Gdansk,
les organisations de jeunesse, les étudiants.
- visites d'entreprises, ferme coopérative, centre hospitalier.
- des discussions sur les lieux des visites, autour des thèmes : planification socialiste, réforme économique, santé, société et système socialiste.

Une mauvaise bouillabaise de plus

J. Y. Romo

A Epinay se rassemblaient les conventionnels, l'ex-parti socialiste, le C.E.R.E.S., des chrétiens de Vie Nouvelle et des militants d'Objectif 72. Chacun de ces groupes se regroupait autour de différentes motions. L'ex parti socialiste issu du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, se retrouvait sur trois tendances. Celle de ceux qui ont souvent parlé à gauche mais plus souvent encore appliqué une politique de compromis ; en un mot, ce qu'on appelle l'appareil molletiste auquel Alain Savary s'était pourtant efforcé de donner une virginité, une tonalité nouvelle. Celle de ceux qui parlant à droite (Defferre-Mauroy) prônent le plus large rassemblement anticommuniste et l'appliquent effectivement. Celle, enfin, de ceux qui, parlant à gauche, sont encore en nombre insuffisant et sans moyens réels pour faire évoluer le P.S. (le courant Poperen).

Face à ce P.S. composite, il y avait les forces dites « nouvelles » venues là pour faire craquer la vieille maison et lui donner un appoint devenu bien nécessaire de militants plus jeunes, plus actifs, moins sujets aux compromissions dont l'héritage S.F.I.O. est si lourd. La C.I.R. de Mitterrand, le C.E.R.E.S. de Chevenement, les « amis » de Robert Buron (Objectif 72), les chrétiens de Vie Nouvelle. Chacun d'eux avait sa motion pleine de bonnes intentions pour le renouveau, un parti socialiste neuf, fort, plus militant. Ils ont donné au Congrès d'Epinay, cette impression que la presse a relevée dans son ensemble d'un coup de barre à gauche.

Les sirènes de gauche

Politisations des luttes sociales, présence dans les luttes réelles, union de la gauche, grâce à un grand parti socialiste implanté dans les masses, dialogue, accord, contrat de gouvernement avec le P.C.F., dénonciation du centrisme, telles ont été les litanies des nouveaux venus. Mais pour certains (C.E.R.E.S. et C.I.R.) il fallait d'abord « avoir » les vieilles peaux, c'est-à-dire ceux qui avec Mollet rappellent immanquablement la guerre



d'Indochine, Suez, la guerre d'Algérie, etc. Pour avoir ces vieilles peaux, il fallait, face à eux, une majorité ou tout au moins la plus large représentation possible des courants se présentant comme de « gauche ». La C.I.R. qui ne crache pas sur la tactique fit alliance avec la droite (Defferre et Mauroy) pour défendre l'élection de la direction au scrutin majoritaire mais « avec une protection des minorités ».

Le C.E.R.E.S., lui, rejoignait la motion Savary-Mollet pour un scrutin proportionnel. Mais, nuances ! Le C.E.R.E.S. demandait un scrutin proportionnel intégral tandis que Savary-Mollet intégraient au scrutin proportionnel une clause favorisant la motion la plus représentative. Le C.E.R.E.S. rejoint in extremis par la C.I.R. et Mauroy-Defferre l'emportait. La proportionnelle absolue créait donc, dès avant la bataille sur les orientations du parti, une majorité de compromis. Cette mise à mort du vieil appareil S.F.I.O. a dès lors déterminé toute la suite du Congrès. Elle a fait le jeu de deux hommes : Mitterrand et Defferre. Mitterrand a fait samedi matin le numéro dont il a l'habitude sur l'unité : ouverture à gauche (« front de classe », « lutte contre les monopoles », « rupture radicale avec la société actuelle », « dialogue avec le P.C.F. pour un programme de toute la gauche ») mais aussi clin d'œil à droite (faire bloc contre l'adversaire principal en s'appuyant sur les éléments modérés). Mitterrand sait, en effet, que dans une perspective présidentielle tous les suffrages, toutes les couleurs sont bonnes à avaler.

Le problème est ensuite de savoir comment on les digère ! A cette question, Mitterrand et ceux qui, derrière lui, ont accepté Defferre et Mauroy comme soutien, n'apportent et n'ont apporté durant tout le débat qu'une réponse : construire un parti socialiste fort dans la perspective d'union de la gauche.

Malgré leurs formules, leurs appels au P.S.U. ! aux gauchistes ! ces hommes n'ont fait somme toute que ce qu'avait fait Guy Mollet, et d'autres, il y a de cela bien longtemps : commencer à gauche. Mais pour finir où ?



Rien ne change

Les partisans de François Mitterrand sont satisfaits : il a « réussi » à se placer avant les prochaines échéances électorales. Il a l'indispensable auréole de gauche que beaucoup ont cru découvrir dans le Congrès d'Epinay au travers des multiples déclarations d'intention. Il a même eu cette étrange complaisance de dire que, ma foi, Savary-Mollet n'étaient quand même pas si différents de lui quant au souci de s'orienter à gauche, de rompre avec les centristes en tout genre, que ce qui les séparait, c'étaient les problèmes de direction !

Savary, patient protecteur du parti socialiste contre l'hémorragie de militants qui saignait à blanc la social-démocratie, a perdu la bataille. Son alliance avec Mollet ne l'a pas aidé. Il avait tenté de placer la barre à gauche dès l'ouverture du Congrès. La cargaison de compromis en tout genre était trop lourde. On peut lui appliquer cette phrase de Mitterrand : « Nous n'avons pas à avoir de complexes ». Il est avec Poperen, de ceux qui dans ce Congrès n'ont pas eu le complexe de droite. La motion qu'il a défendue en commission des résolutions est claire dans la continuité de la ligne défendue au Congrès d'Issy-les-Moulineaux : Union de la gauche, rejet du centrisme, transformation profonde de la société dans une perspective de « solution de rechange au pouvoir actuel », dialogue avec le P.C.F. pour un accord de gouvernement mais avec des clauses de garantie.

Des questions : pas de réponse

Le Congrès d'Epinay n'a pas été celui de l'unité : le nouveau P.S. reste partagé en clans. Il y en a un ou deux de plus : celui de Mitterrand et celui du C.E.R.E.S. Les problèmes de direction n'ont pas été résolus : la lutte va être âpre dès mercredi pour savoir qui sera le nouveau secrétaire général, avec quelle majorité au sein du comité directeur. Le parti socialiste paie là la rançon d'un Congrès où l'on a abordé les problèmes de direction avant de définir une ligne politique et une stratégie, en un mot une orientation politique. La social-démocratie reste fidèle à elle-même. En de multiples occasions dans ce Congrès, on a parlé de réforme, de changement de pouvoir.

C'est, en effet, le but politique du parti socialiste : exercer le pouvoir pour faire des réformes. Les « gauchistes » du P.S. ont parlé de stratégie de rupture, de changements profonds des structures, mais ils ont oublié que la prise du pouvoir par les travailleurs

ne se fera que par une accentuation de la lutte de classes. Les rappels de la crise sociale actuelle, de l'élargissement des luttes sociales, de la répression accrue exercée par le pouvoir sont apparus bien frêles (malgré les applaudissements très fournis qu'ils souhaitaient) au regard de la réaffirmation par le P.S. qu'il est un parti surtout prêt à mener des batailles électorales. Gageons que le Congrès d'Epinay n'est, une fois de plus, qu'un congrès orienté à gauche. Sans transformation réelle de son action dans les entreprises, sans présence réelle dans la lutte de classes, sans allusion réelle à la violence révolutionnaire, sans analyse de l'impérialisme, sans volonté de donner le pouvoir aux travailleurs ailleurs que dans un gouvernement de gauche ou au parlement, le Parti socialiste reste ce qu'il est : une éventuelle solution de rechange au pouvoir capitaliste. Il n'est pas ce qu'il a voulu paraître : une force capable d'impulser et de diriger les luttes pour abattre le système capitaliste et l'Etat qui est à son service.

Le P.C.F. est inquiet sur l'issue de ce Congrès. Le P.C.F. n'aimerait guère voir Mitterrand et Defferre diriger le parti socialiste. Ils ont, tous les deux, chacun à leur manière, été les apôtres du rassemblement des forces non-communistes. Nous répondrons au P.C.F. qu'il a les amis qu'il mérite ! Sa lente évolution vers le réformisme et l'ouverture tous azimut n'ont pas contribué, loin s'en faut, à transformer le Congrès d'Epinay en congrès révolutionnaire.

Les déclarations de gens comme Mauroy, Defferre, Mitterrand et consorts définissant la jeunesse comme égarée par des chefs irresponsables, prônant la violence à tout prix suffisent à le confirmer. Les « naïfs » (ainsi que s'est défini R. Buron) ont déchanté. Le choix d'une transformation révolutionnaire de la société ne peut exister dans un parti qui défend sa « vocation majoritaire » à chaque consultation électorale et se tait ensuite.

Le Congrès d'Epinay a été celui d'hommes qui depuis des années ne savent que demander une caution aux travailleurs sans leur proposer rien d'autre que les incantatoires formules d'unité de la gauche, de gouvernement de gauche où chacun met ce qu'il veut. Ce n'est plus ce qu'attendent les travailleurs. Les sociaux-démocrates s'ils ont tenté d'oublier leurs maîtres, n'ont pas oublié leurs leçons. Un pas à gauche, plus un pas à droite, ça ne donne pas le pouvoir aux travailleurs ! □

Violence et répression

Jacques Gallus

Ce qui est le plus remarquable dans les violences qui éclatent ici et là en France, c'est l'amalgame qui en est fait par toutes les forces réactionnaires. Depuis l'Alliance Républicaine de Tixier-Vignancourt jusqu'à André Delelis, député socialiste du Pas-de-Calais, en passant bien sûr par le gouvernement, on s'insurge contre les actes de violence quels qu'ils soient et on pleurniche sur les menaces qu'ils font planer sur la société libérale.

L'objectif qui est à l'arrière-plan de cette politique de l'amalgame est tout à fait clair. En mettant dans le même sac les manifestations de masse, le vandalisme pratiqué par des provocateurs, les séquestrations de P.-D. G., les violences physiques sur des individus isolés et l'agitation dans les lycées, on habitude l'opinion publique à une réaction simpliste : toute forme d'expression qui s'écarte de la discussion autour d'un tapis vert relève de l'anarchie. Quand on en est là, on n'est pas loin du stade où toute expression libre, même manifestée autour d'une table, est perçue comme un désordre inadmissible.

Dans ces conditions, il est plus que jamais nécessaire que les révolutionnaires intègrent leurs actions à la tradition historique du mouvement ouvrier, laquelle s'est construite sur les acquis du marxisme. En ce qui concerne la question de la violence, cette tradition est axée sur deux grands principes : le rejet du terro-

risme individuel et l'affirmation que la violence de masse peut seule détruire le pouvoir de la bourgeoisie.

Il n'est pas besoin d'être grand prophète pour comprendre pourquoi ce terrorisme est une entreprise contre-révolutionnaire. Faut-il répéter qu'il donne souvent au pouvoir en place l'occasion pour liquider non seulement les groupuscules armés mais aussi toutes les forces d'opposition ? Les récents événements de Turquie sont là pour illustrer le caractère suicidaire de l'aventurisme terroriste lorsque la puissance armée est massivement située du côté du pouvoir. Faut-il répéter qu'à côté de cette remarque tactique, une remarque de fond s'impose plus encore ? Le terrorisme donne aux masses dont il est censé être l'instrument de leur libération, une image pour le moins inquiétante de la future démocratie socialiste : si le terrorisme est le meilleur moyen de conquérir le pouvoir, pourquoi ne serait-il pas le meilleur de le garder ? Prenons garde que la forme de nos luttes actuelles ne reflète pour une part le type de rapports sociaux que le socialisme bâtira.

Violence de masse

C'est la raison pour laquelle la violence de masse est un acquis du mouvement ouvrier. Elle se manifeste aujourd'hui par des formes non armées, ce qui ne préjuge pas des formes qu'elle prendra dans l'avenir. Mais il est clair que son objectif per-

manent est d'affirmer la volonté populaire du dépassement de la légalité bourgeoise et de l'institution d'une légalité socialiste grâce à laquelle le pouvoir sera exercé par le peuple et non par ses censeurs, qu'ils s'appellent Pompidou, Husak ou Pattakos.

La séquestration de patrons, lorsqu'elle met en cause non l'intégrité physique des personnes mais l'ordre social qu'elles représentent est un exemple de la violence offensive que la classe ouvrière utilise à juste titre pour faire avancer ses conquêtes. Beaucoup d'exemples similaires pourraient être cités. Ils montreraient tous que la condition de la réussite d'actions violentes est qu'elles soient comprises voire exercées par la grande majorité des classes exploitées.

Ils montreraient également que la violence de masse n'a rien à voir avec les razzias de vandales au quartier Latin que Marcellin cherche à mettre sur le dos des « gauchistes » alors que la provocation policière est patente.

Il ne faudrait pas croire que cet incident est un accident. Il s'intègre au contraire dans la stratégie d'ensemble que nous avons décrite plus haut et qui vise à détruire les fondements de toute vie démocratique en France. Le passage à tabac du journaliste A. Jaubert, la remise en cause partielle de la liberté d'association que le gouvernement recherche en révisant la loi de 1901 sont

la suite d'une série qui commence à impressionner. A cet égard, l'ambition personnelle de M. Marcellin est claire. Il favorise les incidents qui exaspèrent l'opinion publique (type pillage au quartier Latin) de façon à pouvoir renforcer la puissance du secteur dont il est responsable (la police). Il n'est pas impensable même qu'il souhaite provoquer la venue au pouvoir d'un gouvernement de colonels dont il serait l'homme fort.

Un pouvoir qui obéit à sa police

L'attitude des membres « libéraux » du gouvernement est en revanche plus obscure. Il serait en effet logique, car cela renforcerait leur position publique, qu'ils répriment les exactions de certains policiers en même temps qu'ils répriment sévèrement les militants révolutionnaires. S'ils ne le font pas, en particulier Chaban-Delmas, c'est qu'ils ne le peuvent pas. Pourquoi ? Plusieurs explications peuvent être avancées. Celle-ci nous paraît être la plus probable :

Tout le monde sait que pour réaliser son projet de livrer la France aux patrons de la grande industrie et à l'idéologie qui les sert, le pouvoir actuel doit réprimer tous ceux qui refusent l'intégration au système. Expansion industrielle et répression policière sont donc étroitement liées. Devant le développement des luttes populaires, surtout depuis mai 68, il a fallu recruter d'importantes forces de police. Cette politique de recrutement a eu pour but de s'assurer les services d'hommes sûrs ; c'est pourquoi le pouvoir a enrôlé beaucoup de policiers parmi des couches sociales telle que la petite paysannerie, qui sont historiquement facilement influencées par l'idéologie autoritaire de droite. Si bien qu'aujourd'hui, lorsque certains signes de fascisation de la police se manifestent (affaire Jaubert), même ceux qui au gouvernement voudraient s'y opposer ne le peuvent pas car la grande majorité de la police est tournée vers l'extrême-droite. Ils ne peuvent risquer de se la mettre à dos.

Cette évolution de la répression en France implique deux conclusions. La première est qu'il faut sans cesse dénoncer la collusion nécessaire des éléments « durs » et « libéraux » du gouvernement pour soustraire les travailleurs aux tentations réformistes que leur proposent les libéraux. La seconde est une lapalissade qui a souvent besoin d'être répétée : les révolutionnaires doivent mener leurs actions dans le but de renforcer leur courant et non dans celui de renforcer l'appareil de répression.

□

Vacances dans les Pyrénées

MAISON FAMILIALE DU C.P.E. A LICQ-ATHEREY
(PYRENEES-ATLANTIQUES)

Tranquillité exceptionnelle - Au pied des Pyrénées (60 km de Pau) - Excursions, promenades, pêche, pelote basque.

Chambres et dortoirs - Eau chaude, douches, etc. - Cuisine équipée, nourriture à la charge de chacun - Vie en commun, **gestion collective**, veillées, etc. - Accueille 20 personnes environ.

VOITURE OU VEHICULE INDISPENSABLE

Participation aux frais : 5 F par jour, adulte ; 2,50 F pour enfant jusqu'à dix ans. Conditions aux groupes

Toute réservation, correspondance, écrire d'urgence à : Mme LAGNEAU, 2, résidence Parc de Graville, SAINT-JEAN, 64-ANGLET.

L'envers et l'endroit

Alain Moutot

Si on veut féliciter une émission de télévision d'avoir l'oreille et les yeux des masses, c'est sans conteste « Les dossiers de l'écran » et on ne manque pas de le faire dans la « grande maison » de l'O.R.T.F. au service de M. Armand Jammot. En effet, depuis les quatre années que dure cette émission, le taux d'écoute a dépassé à 4 reprises le seuil des 50 % des téléspectateurs qui possèdent la deuxième chaîne.

Or, on sait qu'au 31 mars 1971, il y a eu environ 11 millions de postes récepteurs vendus et 25 % seulement ne sont équipés que de la première chaîne. Cet indéniable succès que n'égale aucun autre programme à prétention culturelle peut s'expliquer par plusieurs raisons mais aucune n'est déterminante : la variété des sujets abordés, la participation téléphonique des téléspectateurs, la présentation du film introductif. Il semble plutôt que tous ces éléments concordent à lui donner un style qui accroche l'intérêt.

Une émission populaire

De plus, la haine farouche de l'extrême droite à son égard et les critiques sévères de la presse de gauche confirment les promoteurs de cette

émission diffusée tous les mercredis soir, dans leur conviction d'avoir atteint l'inaccessible juste milieu et d'offrir aux habitués du petit écran la possibilité de faire le point à partir d'opinions différentes, voire contradictoires. Au-delà de la gratuité du premier argument avancé, on peut se demander ce qu'il en est exactement du caractère prétendument culturel et objectif de l'émission en question.

La réaction de certains militants est à coup sûr de rejeter en bloc à partir d'a priori plus ou moins passionnels, quitte à se confier, une fois passée cette réaction spontanée mais non solidement fondée, à la puissance de l'image. Il paraît plus intéressant de démontrer à la suite d'un examen de la structure et de la composition de l'émission présentée, que les choix subjectifs et politiques sont partout.

Des choix politiques qui ne disent pas leur nom

L'idée du débat est souvent issue des films à la disposition de l'O.R.T.F. ou plus couramment des préoccupations de M. Jammot. A ce niveau il n'est pas question, bien entendu,

d'une quelconque participation des téléspectateurs, dont on se targue tant à d'autres stades. Le choix est totalement arbitraire. Plus intéressant est le principe d'attirer l'attention sur le sujet traité par la présentation d'un film introductif — malheureusement, les films n'ont pas été réalisés dans le but d'illustrer un débat très précis et n'ont qu'un rapport très lointain avec le fond de la question ou la considèrent par le petit côté de la lorgnette. C'est un rituel respecté chaque semaine aux « Dossiers de l'écran » de se gausser de l'inadéquation du film voué à passer totalement à côté du but qui lui est assigné et déprécié pour le coup, même en tant qu'œuvre cinématographique. Il aurait été plus constructif de faire œuvre de télévision intégrale et de proposer des réalisations télévisées spécifiquement entreprises à cet effet. Ainsi l'illustration filmée de sujets qui peuvent être d'une activité brûlante, la présentation de réalités qui gênent certains et écarquillent les yeux d'autres, auraient constitué une entreprise d'information véritable au moyen d'un langage télévisé moderne. Mais on peut croire que le pouvoir en aurait eu tout à craindre pour préserver l'illusion d'une stabilité politique de façade.

L'appel aux invités et aux personnalités fait aussi l'objet d'un choix minutieux. Pour les responsables de l'émission, seules la compétence en la matière traitée et la représentation équitable des diverses opinions comptent. En fait, l'amalgame cheval-alouette savamment dosé cache mal l'hypocrisie derrière les bonnes intentions exprimées. Ce qui a failli être présenté à propos du dossier sur le Moyen-Orient est particulièrement édifiant. Les cartes étaient déjà biseautées par la projection du film « Un mur à Jérusalem », intelligent vecteur de la propagande sioniste. Bien plus, les personnalités retenues pour représenter la thèse opposée, « la thèse arabe », faisaient toutes partie des Etats arabes : des Palestiniens, principaux intéressés, il n'en était point question. De toute façon, le téléspectateur était grugé ou maintenu dans ses préjugés sur la guerre d'Etat à Etat, sur le petit pays dangereusement menacé par ses puissants voisins. A quel jeu voulait-on faire jouer le téléspectateur exactement, si le scandale n'avait pas été dénoncé ?

Ce prétendu souci d'une représentation proportionnelle des points de vue tend, en fait, à mettre sur le même pied des données d'importance absolument inégales — sans offrir de critère d'appréciation — le téléspectateur se trouve véritablement soumis à un bombardement de détails techniques (cf. La bataille de Stalingrad) âprement et farouchement exposés par des débatteurs qui se font un devoir de justifier leur présence. Pour l'auditeur assailli tout est permis, même de retenir, au détour d'une conversation entre deux jus de fruit, une information qui aurait mérité un réel développement. Il n'y a pas de véritable information sans formation. En conséquence de quoi, et malgré les efforts d'Alain Jérôme, les débats ont bien du

mal à ne pas développer un morne ennui ou provoquer alors un faux intérêt chez le spectateur qui se prend au jeu du décompte des points au cours d'un échange de balles entre spécialistes, sans s'intéresser au fond du problème.

Le choix se fait aussi sur les conversations téléphoniques. Plat de résistance de l'émission, les coups de téléphone sont sensés concrétiser la participation non passive du téléspectateur. Pour ne plus subir, mais agir, il n'y a qu'à, dit-on, appeler SVP 11-11 et la question est prise en considération et retransmise. C'est ce qui est dit à l'écran. La réalité dans les coulisses est tout autre. Les questions téléphonées sont retranscrites par un annotateur et rassemblées par les soins d'une spécialiste selon les grandes lignes du débat engagé. Un dossier comprenant plusieurs volets est ainsi constitué et présenté à Guy Darbois chargé de les synthétiser. Traduisez : énoncer les questions choisies en leur enlevant tout mordant, en les épurant de leurs pointes subversives car il y a des susceptibilités à ménager et une politesse à respecter. Ainsi, à propos des médicaments dangereux, d'intéressantes apostrophes ont dû être lancées aux représentants des trusts pharmaceutiques, sur la soi-disant rationalité de leur entreprise de maximisation des profits. Mais Guy Darbois ne s'en est pas fait l'écho, ou les a tellement bien présentées qu'elles n'ont pas dérangé les invités dans leur quiétude. Pourtant, les questions, malgré le filtrage, finissent par replacer le débat, qui a tendance à planer, dans le domaine des réalités concrètes. Même quand aucune réponse ne leur est apportée, elles sont cependant le reflet de réelles interrogations de la part du téléspectateur sur la manière dont on l'a gavé du traditionnel enseignement de l'histoire, et l'esquisse d'une certaine distanciation par rapport aux répétitions fabriquées sur la nouvelle société. Elles sont finalement l'expression du désir de ne plus se sentir objet isolé face à sa boîte à images.

Certes, c'est ce dernier sentiment que tente d'exploiter cette factice participation téléphonique, mais en retour c'est aussi, sans le vouloir, le mérite de l'émission d'en souligner l'importance.

Culture et système

De toute façon, même quand les intentions sont généreuses, et ce fut le cas dans la proposition de débat sur la Commune, « Les dossiers de l'écran », de par la spécificité du rôle qui est attribué à l'émission dans la grille des programmes télévisés, participent à la mise sur la touche d'une formation culturelle qui devrait s'articuler sur l'ensemble des activités humaines. En fait, l'hommage à la Commune fut un enterrement en bonne et due forme, tant tout fut fait pour que le téléspectateur ne se sentît point concerné. Le régime capitaliste ne vise qu'à mettre la culture en dossier, l'histoire en conserve, et la vie au formol.

Découverte et culture

ALGERIE

- rencontres, exposés, visites : les femmes - la J.F.L.N. l'autogestion et les problèmes agraires - le cinéma - l'éducation - les mouvements de libération - l'Islam.

Transport local en car.

Logement en centres internationaux et écoles.

Organisation avec laquelle nous contractons : Nedjma.

Transport : Marseille/Alger/Marseille en avion (possibilité de transport train Paris/Marseille/Paris avec un supplément de : 150 F.

et Lyon/Marseille/Lyon, supplément de : 65 F.

Séjour : 2 semaines.

- 1 semaine de circuit : Alger-Sétif-Tichy

- 1 semaine de connaissance de la Kabylie, à partir de Tizzirt

Dates et prix tout compris : 4/18 juillet
1/15 août

790 F

Séjour : 3 semaines.

Deux circuits de 15 jours proposés, qui seront choisis par les groupes :

— priorité à la Côte : Alger - Constantine - Annaba - Djidjelli - Tizirt - Alger ;

— les Aurès et la Côte : Alger - M'Sila - Batna - Constantine - Djidjelli - Tizirt - Alger.

- 8 jours de détente à Tizirt, sur la Côte, avec connaissance de la Kabylie.

Dates et prix tout compris : 4/25 juillet
1/22 août
29 août/19 septembre

950 F

Une nouvelle étape dans la lutte des producteurs laitiers

Samedi dernier, à Lorient, la bourgeoisie a franchi un nouveau pas dans l'escalade de la répression. Devant la montée des luttes paysannes qui se développent pour imposer une plus juste rémunération du travail des producteurs de lait aux industriels laitiers, le pouvoir a mis en branle son appareil judiciaire pour tenter de briser le mouvement :

— il y a une quinzaine de jours, Jean Carel, responsable syndical au C.D.J.A. du Morbihan, était arrêté arbitrairement sous le prétexte d'avoir participé à la vidange d'une citerne de 20.000 litres de lait ;

— sa détention arbitraire jusqu'au procès n'a pas suffi à M. Marcellin : il fallait frapper un grand coup pour tenter d'enrayer le mouvement des producteurs de lait ; c'est ce qu'a fait le tribunal de Lorient en condamnant Jean Carel à deux mois de prison ferme, deux mois avec sursis et en prime, au retrait de son permis de conduire.

3.000 agriculteurs de l'Ouest s'étaient rassemblés à Lorient à l'occasion du procès. Cette mobilisation peut paraître faible par rapport à la gravité de leur situation économique et de l'escalade répressive. Pourtant les agriculteurs qui étaient là étaient venus malgré les manœuvres de l'appareil judiciaire qui avait annoncé la veille l'avance au matin du procès prévu pour l'après-midi, malgré la mollesse de certaines F.D.S.E.A. pour mobiliser, malgré le soleil qui leur aurait permis de rattraper le temps perdu ces dernières semaines à cause du mauvais temps.

A l'annonce du verdict ils allaient montrer leur détermination et leur combativité : le meeting qui se tenait depuis le début du procès à quelques dizaines de mètres du tribunal allait se transformer en une manifestation dans les rues de Lorient pour alerter les travailleurs lorientais sur leurs luttes et la répression dont ils étaient victimes. De 11 heures à 14 heures, les ma-

nifestants sillonnèrent Lorient, bloquant les carrefours, à un moment même la voie ferrée, pour distribuer des tracts expliquant l'exploitation et la répression dont ils sont victimes.

Cette manifestation se terminera par une charge de la gendarmerie mobile très violente et l'arrestation de trois agriculteurs pour vérification d'identité.

Mais les producteurs laitiers ne se quittaient pas sur un constat d'échec : une centaine de manifestants, en allant occuper les bureaux de la direction de la S.A.P.I.E.M. à Auray, montraient que le combat n'était pas terminé : ils entendaient par-là prouver que si le directeur de cette entreprise avait pu faire condamner un des leurs, grâce à la collusion pouvoirs publics-industries laitières, la lutte pour la libération de Jean Carel et pour leur revendication face aux industries laitières, n'était pas brisée mais prendrait, dans les jours à venir une ampleur plus grande.

Les décisions prises par leurs délégués du C.R.J.A. de l'Ouest et de la F.R.S.E.A.O. (Fédération régionale des syndicats d'exploitants de l'Ouest), allaient confirmer la détermination des agriculteurs de l'Ouest :

— Tout d'abord le C.R.J.A. et la F.R.S.E.A.O., tout en continuant la lutte sur les autres entreprises laitières envisageaient l'assèchement de la S.A.P.I.E.M. en demandant aux producteurs de lait de cette société de livrer leur produit aux coopératives ; ils veulent ainsi montrer que, si les industriels laitiers font jouer la répression policière et judiciaire contre les militants syndicaux menant le combat pour un plus juste revenu, la contre-offensive, sous la forme du boycott des livraisons, sera immédiate. En prenant cette décision, les militants agricoles de l'Ouest étaient conscients de la nécessité pour la coopération de se désolidariser des trusts laitiers (en acceptant par exemple, le lait des petits produc-

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 18-19	La hiérarchie des salaires.	
	Le numéro double	2 F
N° 20-21	Le capitalisme contemporain.	
	Le numéro double	2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9	Histoire du P.S.U.	
N° 13	Les petits commerçants et la crise du commerce.	
N° 16	Les travailleurs immigrés.	
N° 17	Les fondements de l'exploitation capitaliste.	
	Le numéro simple	1 F
	Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste N° 8

— Fascisme et dictature, N. POULANTZAS	23,70 F
— Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER	18,10 F
— Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL	18,10 F
— Marx et Engels, D. RIAZANOV	15,00 F
— La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR	9,00 F
— La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN	8,70 F
— L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BOUKHARINE	15,00 F
Prix réel :	107,60 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

teurs), du danger qu'une telle action représentait pour l'emploi des salariés des entreprises boycottées (il faudrait alors obliger les coopératives à réembaucher le personnel lock-outé). Enfin que cette aide demandée à la coopération ne pourrait comporter de contrepartie telle que la mise en sourdine des revendications des adhérents de ces coopératives.

— En deuxième lieu, une campagne de presse dans les journaux locaux et nationaux ainsi que la recherche de contacts avec les organisations ouvrières étaient décidées pour élargir le mouvement et obtenir la solidarité des autres catégories de travailleurs.

— Enfin un télégramme était envoyé à la F.N.S.E.A. pour lui demander des explications :

— Au procès, l'accusation s'était largement servie du communiqué de la F.N.S.E.A. condamnant et qualifiant d'irresponsables les actions du type de celle pour laquelle Jean Carel purgerait deux mois de prison.

— Face à la répression aucune des organisations agricoles n'avait

impulsé de lutte d'ensemble au niveau national. Seule, la tendance Jeune Agriculteurs Travailleurs du C.N.J.A. a cherché à étendre la lutte à l'ensemble du trust S.A.P.I.E.M. (cf. T.S. de la semaine dernière). — elles ont contribué ainsi à accentuer la répression et ont une lourde responsabilité dans le verdict.

D'ailleurs cette attitude des directions réformatrices n'est pas surprenante : n'est-ce pas le Secrétaire général de la F.N.S.E.A., M. Debatisse qui, dans son rapport d'orientation à Nîmes, décrivait les agriculteurs qui se battent contre le capitalisme, comme ses principaux ennemis !

Ces mesures prises à Lorient, samedi dernier, sont importantes pour la continuation du combat des paysans exploités par les trusts laitiers.

Mais il est décisif qu'un mouvement de soutien se dessine dans les autres secteurs et vienne briser l'isolement dans lequel le pouvoir entend enfermer les producteurs laitiers de l'Ouest, avec l'aide de la F.N.S.E.A. □

La lutte de classes en Turquie

Henri Beley

« C'est la copie du coup d'Etat grec, mais de main de maître. » C'est en ces termes que B. Ecevit, ancien secrétaire général du Parti Républicain Populaire (très vieux parti, récemment au pouvoir, aujourd'hui désagrégé) commenta l'évolution rapide de la situation en Turquie depuis le « coup d'Etat » du 12 mars 1971. (Voir à ce propos l'article de J.-Y. Romo, « Une année de luttes », dans T.S. du 18 mars.)

Le fascisme rampant

L'impérialisme (U.S. surtout, mais aussi ouest-allemand) et les classes sociales turques qui lui sont alliées ont en effet beaucoup appris de l'expérience grecque. Ainsi, au lieu de commettre l'erreur de dissoudre le parlement (en supprimant du même coup le masque de démocratie que celui-ci représente aux yeux des libéraux de tout poil), les forces impérialistes ont eu l'habileté de le conserver — en l'obligeant à cautionner le fascisme. Ceci a permis au Conseil de l'Europe de continuer à considérer la Turquie comme un Etat démocratique.

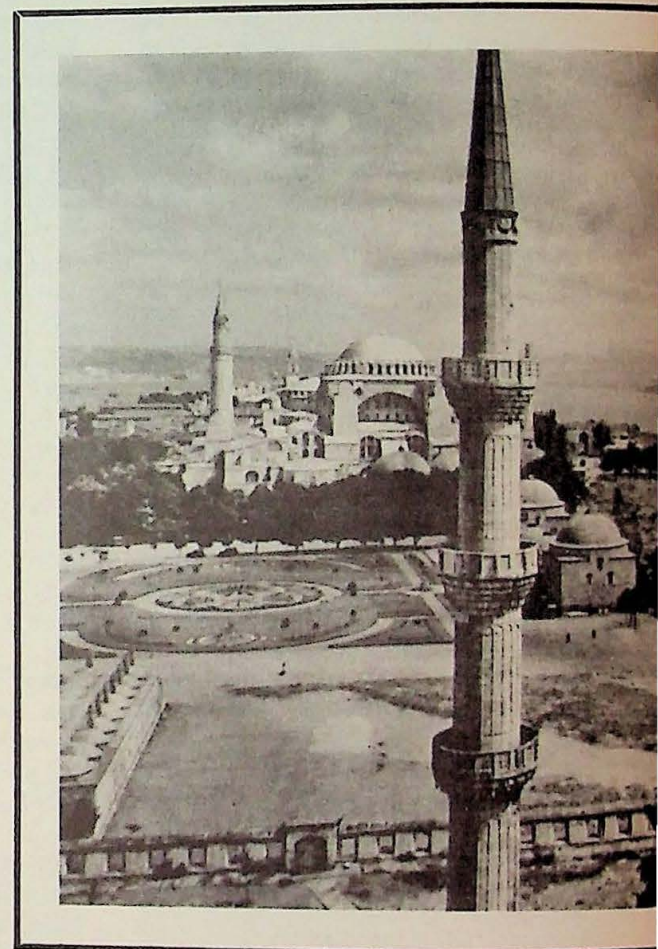
L'impérialisme avait aussi commis une seconde erreur en Grèce : le fascisme y fut établi trop brutalement. En Turquie au contraire, il s'est installé progressivement. Jusqu'au 12 mars d'abord, sous le gouvernement de S. Demirel, les libertés reconnues par la constitution de 1961 furent lentement rognées. L'offensive réactionnaire visait surtout les libertés syndicales, la liberté d'expression et d'organisation. Une répression sauvage s'exerça sur tous les progressistes conséquents, surtout dans la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, le mouvement de la jeunesse et l'intelligentsia. Attaque des unités spéciales de l'armée, assassinat de dirigeants politiques dans la rue et en plein jour, emploi de la torture... : tout fut entrepris pour endiguer la colère populaire. Vainement : l'ampleur des manifestations ouvrières des 15 et 16 juin 1970 conduisit le gouvernement à recourir à la loi martiale. Surtout, sa politique économique, complètement anarchique, ne pouvait réduire le secteur parasitaire de l'économie, faisant ainsi obstacle à la rationalisation exigée par la bourgeoisie monopoliste compradore. Parti électoral, le Parti de la Justice de Demirel était condamné à faire toutes les concessions possibles à toutes les couches de la bourgeoisie.

Carence insupportable : coïncé entre, d'une part, la contradiction qui oppose le peuple turc à la bourgeoisie dans son ensemble et d'autre

part, celle qui oppose la bourgeoisie compradore à la moyenne bourgeoisie, le gouvernement Demirel était condamné à « sauter ». La fraction réactionnaire de l'armée a pris alors le pouvoir à la faveur d'un mémorandum présenté par la fraction réformiste (liée à la moyenne bourgeoisie). Depuis le 12 mars s'est ainsi établie une dictature terroriste ouverte, qui multiplie provocations et assassinats, élimine systématiquement toute façade démocratique (voir bilan ci-contre) et intensifie sa campagne de démagogie anticomuniste « d'union au-dessus des partis » contre le mouvement marxiste-léniniste qui s'organise dans les usines et les villages.

produits industriels dépasse celle des produits agricoles. En 1971, 70 % des ouvriers sont exploités dans des entreprises de plus de 200 ouvriers (qui ne constituent que 11 % du secteur industriel). Ces entreprises produisent 71,5 % de la production industrielle et possèdent un très fort taux de croissance (entre 90 et 110 %).

Les anciens rapports de production ont donc été détruits en grande partie : établi d'abord dans les grandes villes, le capitalisme s'introduit rapidement jusqu'au fond des campagnes. Les grands propriétaires fonciers ont cessé d'être une force politique déterminante. Mais le développement capitaliste, du fait de la domination du capital



D'insurmontables contradictions entre les classes

Les forces actuellement au pouvoir représentent la bourgeoisie monopoliste, le capitalisme financier international et le Marché commun. Elle s'est constituée de puis dix ans aux dépens de la bourgeoisie mercantile et des propriétaires fonciers qui dominaient, avant 1960, dans une société où le niveau des forces productives était très faible (inexistence d'une classe ouvrière organisée et consciente).

Aujourd'hui, le processus de développement capitaliste a atteint un degré tel que la production de

étranger, s'est fait de façon déséquilibrée : le volume des chômeurs a considérablement augmenté, créant ainsi les conditions d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie en voie de prolétarianisation. De plus, le marché intérieur ne parvient pas à absorber l'accroissement de la production et le passage désordonné de la production de biens de consommation à celle de biens de production crée des difficultés insurmontables pour un régime bourgeois démocratique. Lorsque la bourgeoisie industrielle essayait d'éliminer les rapports de production anciens qui empêchaient son développement, elle se heurtait,

TRIBUNES LIBRES

Pour le développement du secteur entreprise

Pierrot Régnier (Hauts-de-Seine)

Depuis le conseil national de Versailles en mars 1968 un changement profond s'est opéré au sein du P.S.U. Ce parti qui depuis sa fondation avait pris en charge les luttes anticolonialistes, celles sur le cadre de vie s'était avéré incapable d'avoir une quelconque insertion dans les luttes ouvrières.

Certes le parti avait soutenu la grève des mineurs en 1962 mais son intervention s'était limitée à une solidarité formelle : il n'y eut pas intégration à la lutte elle-même. A cette époque la plupart des camarades pensaient que sur le lieu de la production seul le syndicat devait avoir droit de cité et que l'intervention du parti se limitait au cadre de la ville, à l'action politique électorale.

En mars 68, le parti décida la création de la commission nationale entreprise et ceci a constitué un pas décisif dans l'évolution du parti. Les événements de mai 68 ont permis le développement de la C.N.E. pour répondre aux nécessités de l'heure. Des travailleurs qui approuvaient l'attitude du P.S.U. au cours du mois de mai 68, se détachaient des organisations traditionnelles, syndicales ou politiques et cherchaient le cadre politique susceptible de leur donner les moyens de continuer la lutte révolutionnaire.

Mais la C.N.E. s'est trouvée aussi renforcée par la maturation politique de nombreux militants du parti : la pratique sociale avait montré à ceux qui croyaient que le syndicat était le seul moyen d'intervention sur l'entreprise, qu'il n'en était rien. Il fallait donner aux travailleurs sur les lieux mêmes de la production les perspectives révolutionnaires de la conquête du pouvoir.

Cette prise de conscience a permis une structuration relativement rapide du secteur Entreprise, la conférence nationale entreprise d'octobre 68 marque à la fois les progrès réalisés en six mois : confrontation des expériences, explications des luttes, mais aussi une nouvelle avancée politique avec les prises de position sur le contrôle ouvrier et le début de la structuration en branche du secteur. Le congrès de Dijon approuva le travail entrepris et confirma les orientations du secteur Entreprise.

Ce rappel historique, un peu long, n'est cependant pas inutile. Ces acquis importants ne sauraient être remis en question sans ébranler profondément le parti.

Les membres de la Commission nationale entreprise soutiennent, à la veille du Congrès, des textes d'orientation différents, et cela est normal car nous ne saurions avoir la prétention de former un bloc idéologique homogène parce que nous sommes des travailleurs, militants à part entière du parti, nous nous prononçons sur l'ensemble des problèmes et nous avons sur ces points des divergences d'appréciation.

Mais on peut affirmer que le bilan du travail commun à la C.N.E. est positif : stages entreprises, réunion par branche qui n'ont jamais été dévoyés vers un corporatisme stérile, intervention de la C.N.E. au niveau des conflits et dernièrement sur le mouvement Renault avec les trois « TS » spéciaux. Tout cela ne peut être mis entre parenthèses, et les uns et les autres nous nous refusons à balayer les réalisations du secteur entreprise du parti sous prétexte d'élimination de tel ou tel camarade. Nous avons mis sur pied un secteur dans des conditions souvent déplorables (absence de permanent politique, de secrétariat, de parution régulière du Courrier des entreprises), conditions dues à la faiblesse gestionnaire du parti certes, mais aussi aux réticences, au manque de conviction de certains responsables qui acceptent dans les congrès et les conseils de faire figurer comme prioritaire le travail vers les entreprises mais qui, au moment de l'application trouvent toutes les justifications techniques et financières pour ne pas appliquer cette politique, qui - contrôlent - et freinent de manière intempestive l'activité des groupes entreprises, et qui la plupart du temps découragent les militants. C'est cette lutte commune qui nous fait dire à tous aujourd'hui non à la liquidation. Cependant nous limiter à ce seul principe ne permettrait rien d'avancer, les batailles « le dos au mur » ne sont pas des bonnes batailles. Pour vaincre ceux qui veulent revenir en arrière, il nous faut aujourd'hui avancer, or, sur ce point il est inutile de se voiler la face, il existe parmi les responsables du secteur un certain nombre de divergences que nous devons expliciter si nous voulons les surmonter.

Il est coutumier dans ce parti de lancer de véritables gadgets politiques émanant de cerveaux bien pensants : un jour c'est le front socialiste - front socialiste auquel souhaitait nous faire revenir les camarades des textes 4 et 6 lorsqu'ils se référent au texte sur les syndicats, texte faussement intitulé « transformation du mouvement ouvrier » (T.S. - spécial n° 498) : « établir un type de rapports nouveaux entre nous et les syndicats, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales dans une perspective commune : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie ». Accepter une semblable politique aboutirait à un grave et dramatique recul quant à nos perspectives révolutionnaires et nous conduirait à ajuster notre politique sur celle des centrales syndicales. C'est en quelque sorte la politique de la courroie de transmission mais à l'envers !

D'un autre côté, la tarte à la crème, c'est le « mouvement politique de masse ». Ce thème qui pourrait avoir un contenu correct a été lancé dans la plus grande confusion politique, sans analyse suffisante de la période et sans réfé-

rence sérieuse à une situation concrète. Je ne ferais ici que quelques remarques, incomplètes certes, mais nécessaires si nous ne voulons pas tomber dans le simple verbiage pseudo-révolutionnaire.

D'aucuns prétendent qu'à l'heure actuelle, la contestation ouvrière ne s'attache plus en priorité à la question des salaires mais aux conditions de travail alors que dans le passé, les travailleurs n'avaient comme préoccupation que la vente de leur force de travail, la question salariale. Ce serait en cela que les mouvements de masse ne sont plus syndicaux mais politiques. Rien n'est plus faux. Les travailleurs ont toujours été attachés à la lutte pour leurs conditions de travail. Les grands combats de la fin du XIX^e siècle en sont un témoignage pour qui ne veut pas théoriser hâtivement et les yeux fermés. Ce furent toutes les luttes pour la loi des huit heures ou pour l'interdiction de l'embauche avant l'âge de treize ans... Or, avec le type d'arguments qu'on nous verse aujourd'hui, dès cette époque, il n'y aurait plus eu de revendications syndicales, mais un « mouvement politique de masse ». Rosa, Lénine ou Trotsky ne l'ont jamais découvert mais, heureusement pour nous, le camarade Mallet a pu corriger leurs erreurs en 1971 ! Pourquoi chercher ainsi de nouveaux concepts marqués d'idéologie spontanée, alors qu'il existe un axe stratégique du parti, celui du contrôle ouvrier, qui permet à nos militants insérés dans les luttes de mettre en avant quotidiennement des objectifs, des formes de combat qui non seulement sont de plus en plus retenues par les ouvriers, mais qui permettent aux travailleurs de contester fondamentalement l'exploitation capitaliste.

Parlons clair, la visée stratégique que nous devons avoir c'est de travailler à réaliser le front de classe, c'est-à-dire livrer une lutte politique incessante pour qu'au cours des luttes, l'ensemble des travailleurs, entraînant avec eux leurs alliés, s'engage résolument dans la bataille anticapitaliste et parvienne à poser le problème du pouvoir.

Cette recherche de l'unité de la classe ouvrière en lutte, sur des objectifs qui d'une part visent à l'affrontement avec le pouvoir central et d'autre part permettent la convergence avec les luttes externes à l'entreprise impliquant d'autres catégories sociales (paysans prolétariés, jeunesse scolarisée, etc.), c'est ce que la classe ouvrière italienne a tenté de façon encore balbutiante, à travers le mouvement des délégués. Que l'on veuille appeler cela « mouvement politique de masse », soit. Remarquons simplement que cela se manifeste par l'apparition de nouveaux cadres organisationnels mobilisant la majorité des travailleurs (conseils de délégués en Italie...), de la population des villes (comités de quartiers, etc.), organes à vocation de double pouvoir qui par les objectifs de lutte mis en avant conduisent à l'affrontement avec le pouvoir bourgeois et permettent à la classe ouvrière de postuler au rôle de classe dirigeante.

Pour réaliser ces objectifs encore faut-il que le parti s'en donne les moyens, les modifications de structures proposées par l'A.O.P. région parisienne constituent à double titre un ensemble de propositions qui devraient permettre dans ce domaine un pas important : d'une part transformation de l'ensemble de la direction de travail de tout le parti, d'autre part possibilité aux groupes et sections d'entreprise d'assurer pleinement leur rôle sur le plan financier comme sur le plan politique. Ces transformations radicales me semblent devoir être utiles au renforcement de la Commission nationale entreprise. Celle-ci ne sera plus en effet un bastion isolé dans le parti, elle n'aura plus à s'épuiser dans des affrontements stériles avec des sections locales refusant de « céder leur pouvoir » sur leur groupe entreprise, mais elle trouvera un soutien accru dans son travail de secteur auprès de sections d'entreprises majeures politiquement et capables de décider elles-mêmes dans le cadre des orientations du parti.

Mais ceci ne suffit pas, le parti doit se donner les moyens matériels d'un véritable travail ouvrier : le manque de moyens matériels, doit être surmonté : le secteur entreprise ne peut fonctionner sans un permanent politique (et l'aide à mi-temps d'un autre camarade) et un secrétariat (dactylo). Seuls ces moyens minima nous permettront d'établir des relations rapides, de répondre au courrier, de faire paraître régulièrement le « Courrier des entreprises » et les brochures, conditions essentielles de la centralisation de l'activité du secteur avec la tenue correcte d'un fichier par région, par branche et par trust.

Ceci devrait permettre à court terme l'organisation du travail par branche, par trust et à moyen terme la création des Commissions régionales permettant la démultiplication de nos activités.

La C.N.E. doit se fixer un plan de travail, nous devons dans le cadre de la transformation des structures du parti, armer nos camarades pour le combat anticapitaliste cela passe :

- par une analyse plus poussée des nouvelles formes de lutte ;
- par l'organisation de rencontres de militants ouvriers comme celle de Lyon ;
- par le développement des A.O.P. autour de thèmes importants de la lutte de classes ;
- par une politique de formation rattachée aux écoles nationales et régionales de formation.

Pour la politisation du mouvement de masse

François Dalbert

Il est de bon ton aujourd'hui de parler de mouvement politique de masse ; on se sert de cette expression de tous côtés, on la met à toutes les sauces alors que toutes les confusions sont favorisées par le caractère nécessairement encore imprécis de cette perspective stratégique, par suite de l'aspect limité et provisoire des expériences du mouvement.

Il est vrai que le terme est ambigu, encore mal défini ; vrai aussi qu'il a été lancé dans le parti de manière hâtive. A entendre chacun décliner l'expression à sa manière en parlant du mouvement politique des masses, des mouvements politiques de masse ou du mouvement politique de masse, on comprend que la confusion s'installe.

Est-ce une raison pour rejeter l'analyse ainsi désignée : notre tâche au contraire n'est-elle pas d'essayer de la préciser, afin de montrer comment elle rend compte de l'évolution profonde des formes de la lutte des classes dans ce pays.

Depuis quelques années, la combativité de la classe ouvrière ne cesse de s'affirmer. Partout, dans l'Europe développée, les travailleurs suscitent des luttes de masse qui débordent bien souvent les consignes de leurs organisations traditionnelles tant par les formes qu'elles prennent (grèves sauvages, occupations, réduction des cadences, séquestrations...) que par les objectifs qu'elles se donnent (accent mis de plus en plus sur les conditions et l'organisation hiérarchisée du travail...).

A travers les luttes actuelles c'est la logique même du profit et de l'organisation capitaliste du travail qui est remise en cause. Et c'est bien pourquoi, même si les mouvements ne sont pas directement politiques, il est dans la logique de leur développement qu'ils le deviennent. Aux Batignolles pour reprendre le même exemple, c'est bien sûr directement au patron que s'opposaient les travailleurs mais derrière lui, ils ont rapidement vu se profiler le trust et l'Etat capitaliste représenté sur place par son préfet.

Dire qu'il est logique que les mouvements convergent ne signifie pas pour autant qu'ils convergent seuls, automatiquement. Bien au contraire, toute la stratégie du pouvoir s'oppose à leur convergence et vise à diviser la classe ouvrière, à parcelliser ses luttes et à éviter qu'elle ne trouve des alliés dans les couches opprimées (paysans...).

C'est pourquoi nous affirmons que le mouvement politique de masse ne peut être confondu avec le mouvement spontané des masses. Toutes les déviations populistes ou spontanées doivent être vigoureusement combattues. C'est le rôle du parti d'assurer la politisation, la convergence progressive des luttes de masse.

C'est sa tâche fondamentale aussi d'articuler ces différentes luttes autour du combat de la classe ouvrière.

Mais affirmer aussi le rôle du parti ne suffit pas. Car la nature même de l'organisation qui conduit les luttes n'est pas indifférente à leurs chances de succès.

Le P.S.U. balance actuellement entre deux conceptions de l'avant-garde et cette hésitation entretient toutes les ambiguïtés sur le rapport entre le « parti révolutionnaire » et le « mouvement politique de masse ». Pour beaucoup, même s'ils s'en défendent, l'avant-garde est constituée de fait par les militants politiques formés, capables de se lier aux masses pour les orienter et les organiser. En réalité, cette conception qui était sans doute juste dans le cadre de la lutte contre un pouvoir autocratique, dans un pays de capitalisme peu développé où la classe ouvrière était minoritaire, est dépassée dans la situation qui est la nôtre aujourd'hui.

L'instauration de la démocratie prolétarienne dans ce pays implique la mobilisation, l'organisation de la classe ouvrière de l'intérieur. L'avant-garde sort des rangs de la classe ouvrière et des luttes qu'elle mène, plus que de la petite (ou de la grande) bourgeoisie radicalisée qui se retrouve dans les partis à vocation révolutionnaire.

Il est évident qu'une telle conception de l'avant-garde conduit à la définition d'un parti ouvert sur les masses, capable de donner la priorité au regroupement des militants actifs dans les luttes sur l'unitarisme théorique. Certains paraissent pris de vertige aussitôt que l'on évoque cette ouverture, que le drapeau de l'organisation ne flotte plus sur leurs têtes ou que le sigle du parti n'est pas brandi en permanence. Manifestement ils seraient plus rassurés si on convoquait un congrès de fondation du mouvement politique de masse dont une commission (désignée à la proportionnelle des tendances) élaborerait les statuts. Il faudra qu'ils s'habituent à un autre type de pratique. Le fétichisme de l'organisation ne correspond pas à un impératif de l'heure (s'il a jamais correspondu à une quelconque expérience). Pour nous le mouvement politique de masse n'est pas autre chose qu'un objectif stratégique. Il est en germe dans les nouvelles formes d'organisations nées des secteurs avancés de la lutte ouvrière (assemblées générales, mouvement de délégués...) mais il ne trouve son aboutissement que dans la période révolutionnaire lorsque les masses en lutte convergent en un mouvement unique autour d'un projet stratégique commun.

Est-ce à dire, comme le prétendent les camarades qui ont signé le texte 6, que cette perspective sous-estime le problème spécifique du pouvoir d'Etat ? Très habilement, ces camarades rapprochent la stratégie du mouvement politique de masse de la théorie de la conquête progressive des pouvoirs partiels dont certains d'entre eux n'ont pas toujours perçu les dangers aussi clairement qu'aujourd'hui. Nous croyons au contraire que l'affrontement avec la bourgeoisie et son Etat est inévitable mais que précisément il n'aura de chance d'être véritablement victorieux et d'engendrer un régime socialiste selon nos vœux, que si le mouvement des masses est suffisamment développé autour d'un parti révolutionnaire né de la fusion des avant-gardes et non d'une quelconque fédération d'appareils politiques. Le problème de la violence révolutionnaire ne saurait être abordé hors de cette perspective. Dire que l'affrontement contre le pouvoir d'Etat implique un parti révolutionnaire organisé signifie tout simplement que ce parti révolutionnaire doit être en prise directe sur les plus larges masses en lutte et capable aussi d'aggraver la crise de l'appareil d'Etat jusqu'au jour où le coup fatal pourra lui être porté.

La défense d'une telle ligne de masse n'implique pas du tout, comme feignent de le croire les camarades qui signent le texte 6, que nous préconisons la fédération des structures de lutte non syndicales ou la « dilution du syndicat dans le mouvement politique de masse, privant les travailleurs de structure de luttes spécifique ». La lecture du texte Rhône-Nord devrait d'ailleurs suffire à les rassurer. Il affirme précisément son refus de considérer que le syndicat est voué à la poubelle de l'histoire.

Il dit aussi clairement sa volonté de subordonner la tactique à la stratégie en incitant les militants à se battre dans les syndicats pour y assurer la prise en charge des objectifs nés des luttes nouvelles (hiérarchie, conditions de travail...) et le développement de la démocratie de masse. Mais la lutte ne saurait être exclusivement syndicale, les militants doivent pouvoir effectuer leur travail politique dans et hors des entreprises. C'est à cette condition qu'ils pourront assurer la convergence des luttes en résistant aux tendances à l'intégration dont est menacée toute organisation de masse dès lors qu'elle ne se fixe pas pour objectif permanent le renversement du pouvoir capitaliste.

En réalité, la plupart des critiques portées au « mouvement politique de masse » partent de prises de position abstraites et non d'une analyse concrète des luttes actuelles. Deux perspectives nous sont offertes. Ou bien face à un développement des luttes qui ne répond pas aux schémas préétablis, nous replier sur l'organisation (quelles que soient les motivations de ce repli) en mettant en permanence l'accent sur les risques, les obstacles et les dangers, ou bien coller aux luttes en élaborant et en précisant les orientations stratégiques. C'est cette dernière démarche qui a été tentée avec la mise en place des A.O.P. Elle nous paraît la seule logique.

Gauche révolutionnaire, numéro spécial Congrès : RESUME DES SIX TEXTES D'ORIENTATION, sous forme de tableau, 4 pages : 0,30 F.

Le numéro 4-5 reste disponible, 36 pages : 2,50 F.

Pour commandes, abonnements, diffusion : G.R., 120, rue Litoeff, 92-Bois-Colombes.

Un parti pour la Révolution

Jolivet (Seine-Saint-Denis), Kergoat (Paris)
Leucate (Paris), Sabin (Puy-de-Dôme)

Il ne sert à rien d'épiloguer maintenant sur les mauvaises conditions de préparation du congrès. Elles ont cependant une conséquence : le VII^e Congrès aurait dû être pour le parti l'occasion de définir un **projet stratégique d'ensemble**. Il est clair aujourd'hui qu'il n'en sera rien : on ne lance pas les militants dans un tel travail deux semaines avant le congrès, on constate cependant avec surprise que certains camarades n'hésitent pas à se lancer dans de vastes fresques, à construire des textes à tiroirs multiples où chacun est appelé à trouver ce qui l'intéresse. Le résultat est de noyer les questions décisives sur lesquelles il faut que le parti tranche.

On peut se demander, d'ailleurs, si ce n'était pas là le but recherché : car, très vite, on voit se profiler les enjeux bureaucratiques qui conditionnent, pour certains, la totalité des débats.

OU EN EST LE PARTI

Il n'est plus possible de taire la crise que traverse actuellement le parti, aussi chacun s'efforce d'en donner une explication aussi réconfortante que possible. Pour le camarade Rocard, il s'agit d'une crise de direction. Cette crise de direction existe... Encore faut-il comprendre qu'elle traduit une **crise beaucoup plus grave qui touche à la nature même du parti, à ses orientations fondamentales**. Or, il est clair que, quelle que soit la volonté de ses auteurs, le **texte n° 6**, s'il était adopté par la majorité du parti, répondrait à cette crise par un virage à droite.

Les camarades du Bureau national qui soutiennent le texte Rhône-Nord (5) n'hésitent pas, quant à eux, à appeler les militants à se prononcer pour un **texte politiquement vide** dont l'unique qualité réside dans un confusionnisme tel qu'il permet toutes les opérations. Les pathétiques appels à « l'unité du parti » de ces camarades ne peuvent alors signifier qu'une chose : que tous choisissent de **façon cohérente de reconduire l'incohérence**. Ces camarades ne sont pourtant pas sans responsabilités dans la crise actuelle du parti, mais ils n'ont tiré aucune leçon de leur attitude passée. De fait, ils proposent tranquillement au parti de reconduire, sur la base de textes négre-blanc, une direction qui ressemblerait comme une sœur à l'ancienne. Nous devons affirmer au contraire que ce n'est qu'en dépassant par un débat réel les contradictions qui animent le parti que nous pourrions trouver une unité qui ne soit pas l'unanimité, une efficacité qui ne soit pas l'immobilisme.

Aussi ne sert-il à rien de dissenter sur l'élan spontané du mouvement de masse, si l'on ne se bat pas pour amener le parti à **rompre avec toutes les ambiguïtés héritées du passé, mais aussi avec toutes les tentations populistes et spontanéistes qui le travaillent**. Par rapport à des mouvements de masse qui concernent des couches sociales très diverses, l'idée qu'il s'agit d'une seule lutte contre un seul ennemi, juste en elle-même, ne résout rien. Unifier ces luttes diverses en une seule lutte, telle est justement la tâche historique de l'organisation révolutionnaire.

C'est précisément cette tâche qui nous impose de résoudre les deux questions décisives du moment : **quelles sont les responsabilités des militants révolutionnaires organisés par rapport au mouvement actuel des masses ? Comment le P.S.U., pour sa part, peut-il répondre à ces responsabilités ?**

C'est pourquoi, en l'état actuel du débat, il ne peut s'agir de se livrer à des analyses exhaustives de la situation, de se lancer dans des perspectives approfondies sur la société socialiste à construire, mais de trancher un certain nombre de questions décisives. Car des positions contraires à ce qu'on pouvait penser être la ligne du parti telle qu'elle avait été définie à Rouen et à Orsay poursuivent leur travail d'érosion, paralysent les initiatives du parti, encouragent la poursuite des pratiques les plus contradictoires.

AVANT-GARDE ET PARTI REVOLUTIONNAIRE

La question du parti révolutionnaire n'est pas pour nous un paragraphe parmi d'autres, un « supplément d'âme » pour un texte parlant de tout : **c'est la perspective générale qui doit être celle de toute notre réflexion et de toutes nos initiatives**.

C'est en fonction de la construction du parti révolutionnaire que nous devons nous poser le problème de la question syndicale, le problème de nos rapports avec le P.C.F., celui de nos structures et des initiatives politiques à prendre.

Quand on parle de parti révolutionnaire au P.S.U., on s'empresse d'ajouter « lié aux masses ». Encore faut-il savoir que cela signifie précisément :

— que le parti ne soit pas un corps étranger intervenant de l'extérieur dans les masses, mais qu'il ne peut naître que de la fusion de leurs avant-gardes.

— qu'en tant qu'intellectuel collectif, il élabore sa ligne politique sur la base du matériau qui lui est offert par les luttes.

— qu'il parte de l'état de conscience et d'organisation des masses tel qu'il est pour contribuer à son dépassement.

C'est pourquoi, à ceux qui s'étendent sur le mouvement politique de masse, nous devons demander : si vous ne niez pas la nécessité d'une **organisation révolutionnaire**, avant-garde de la classe ouvrière, cette organisation, est-ce le seul P.S.U. ? Peut-on prôner « l'unité » et la radicalisation sans heurts et ne faire aucune analyse de ce qu'est le mouvement révolutionnaire organisé ou non, aucune analyse de ce qu'est le P.S.U. dans ce mouvement révolutionnaire ? Ce n'est pourtant qu'à cette condition que le P.S.U., reconnaissant qu'il ne peut être à lui seul le futur parti révolutionnaire, pourrait, dans son ensemble, jouer un rôle de première importance dans le regroupement de l'avant-garde. Car l'expérience montre que, replié sur lui-même ou érigé en interlocuteur exclusif des masses, le P.S.U. n'offre pas de perspective révolutionnaire crédible.

Le problème n'est pas non plus de fondre tous les groupes existants en un magma qu'on proclamerait « parti révolutionnaire ». Il est de comprendre que les **forces organisées qui se revendiquent du mouvement ouvrier et de la révolution doivent se remettre en question, opérer un certain nombre de ruptures avec ce qu'elles sont actuellement**, si l'on veut que le mouvement révolutionnaire puisse dépasser la situation actuelle. C'est-à-dire dépasser le stade des groupuscules dispersés, menacés par le spontanéisme ou le repli sectaire, et opérer la jonction avec les noyaux prolétaires d'avant-garde qui apparaissent dans les luttes, avec les militants radicalisés des organisations de masse. Nous ne construisons pas le parti révolutionnaire en un jour, cela passe par des luttes de masses menées en commun et par des débats approfondis. Mais dans un premier temps, la capacité du courant révolutionnaire à dégager par une série d'initiatives concrètes un pôle politique à la gauche du P.C.F. exige que nous nous engagions clairement dans le débat stratégique qui traverse l'extrême-gauche révolutionnaire, qu'aucun groupe ne s'érige, officiellement ou de fait, comme centre du futur parti révolutionnaire. Et l'on ne peut demander sérieusement aux autres de se remettre en question si nous-mêmes nous précipitons dans l'autosatisfaction et le triomphalisme.

LA QUESTION SYNDICALE

A moins de l'obscurcir délibérément, le problème est clair : les textes sortis des A.O.P. expriment trois positions contradictoires :

● Une position ultra-gauche (texte minoritaire de l'A.O.P. région parisienne auquel se réfère le texte n° 2) selon laquelle l'outil syndical est historiquement dépassé et l'intervention des militants révolutionnaires doit se situer à l'extérieur des syndicats. Même s'il est précisé que ceux-ci ne doivent pas

être détruits « tout de suite », c'est en fait :

— Sous-estimer les nécessités d'enracinement de la stratégie révolutionnaire dans la lutte économique, et le besoin d'une **organisation de toute la classe ouvrière à son niveau actuel de prise de conscience** (qui ne peut se mesurer à la seule analyse des « luttes exemplaires »).

— Opérer un raccourci volontariste entre cet état actuel de la classe ouvrière et des formes d'autonomie politique et idéologique (les conseils) qui ne peuvent se généraliser qu'au moment de la rupture révolutionnaire.

— Confondre dans la même notion ambiguë de « comités de luttes » deux nécessités politiques distinctes : le développement des formes nouvelles de démocratie de masse (de type assemblées du personnel) et la recherche d'un regroupement, nécessairement minoritaire, des éléments les plus combattifs et les plus conscients dans ces entreprises.

● Une position de droite (texte « transformation du mouvement ouvrier ») selon laquelle le parti doit tendre à « transformer le mouvement syndical » et à « établir un type de rapports nouveaux entre nous et les syndicats, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales dans une perspective commune ».

C'est alors :

— Nier les nécessités d'une lutte permanente contre les déviations économicistes et les tendances à l'intégration des syndicats ;

— Revenir purement et simplement à la politique du « front socialiste » ;

— Entretenir l'illusion d'une « rénovation des syndicats » susceptible de les amener globalement sur nos positions, voire d'en faire les organes principaux de notre stratégie.

Cette position qui n'a de sens qu'au regard d'une stratégie légaliste de type front populaire est, bien sûr, soutenue par le texte n° 6.

● Une position qui nous apparaît comme la seule correcte (texte chèques postaux majoritaire A.O.P. région parisienne) qui situe la nécessaire intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats en fonction d'une perspective d'auto-organisation de la classe en période de luttes, de développement de la démocratie ouvrière (assemblée du personnel) et du contrôle ouvrier.

Les rapports avec le P.C.F.

Là aussi, trois positions se dégagent :

● Une position ultra-gauche (texte n° 2) qui refuse de prendre en considération la

nécessité de mener des actions communes avec le P.C.F.

● Une position de droite (textes n° 4 et 6) qui, quelles que soient les prudenances de formulation, tend à promouvoir un **accord stratégique** avec le P.C.F. en vue de la prise du pouvoir et constate simplement que celui-ci n'est pas possible « pour le moment » (page 332 du texte 6).

● Une position qui propose d'impulser une **tactique de front unique** à l'égard du P.C.F. c'est-à-dire d'envisager de passer avec lui des accords tactiques et provisoires destinés à permettre à la classe ouvrière de choisir entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire. Ni gesticulation groupusculaire, ni parasitage suiviste à l'égard du P.C.F., l'attitude du mouvement révolutionnaire doit être, sur chacun des fronts de lutte, de prendre l'initiative sur ses positions, de créer un rapport de force, de déterminer concrètement comment celui-ci peut être le plus efficacement exploité pour démontrer aux yeux des masses la portée de notre désaccord stratégique avec le P.C.F.

● Seule cette politique lucide, sachant en permanence doser l'intervention autonome des révolutionnaires et les initiatives tactiques à l'égard du P.C.F. permettra effectivement de démontrer que c'est bien celui-ci qui, de par sa stratégie erronée, s'avère incapable d'assumer jusqu'au bout des luttes, l'unité de la classe ouvrière.

Sur ces deux points, il n'est donc pas sérieux de chercher à brouiller les cartes comme le tente le texte n° 5 :

— qui ne se réfère explicitement à aucun des trois textes issus des A.O.P. concernant la question syndicale ;

— qui, sur le problème du P.C.F., entretient l'illusion dangereuse que l'on peut combattre « la stratégie de démocratie avancée, point par point, usine par usine, quartier par quartier ». Cette bataille-là ne peut être menée que dans la mesure où des initiatives nationales sont prises permettant de constituer une force politique qui représente pour les travailleurs une réelle alternative au réformisme du P.C.F. Ce n'est pas d'une guerre d'escarmouches dont il s'agit mais d'une politique permanente de débordement.

Sur toutes ces questions et notamment sur la question de l'avant-garde et du parti révolutionnaire, seul le **texte Beneteau-Morand** nous paraît fournir une base de travail satisfaisante et suffisamment précise pour les délibérations des sections et fédérations. □

Le P.S.U. devant ses responsabilités

Michel Rocard

Le VII^e Congrès du P.S.U. sera difficile. Il le sera parce que le P.S.U. représente aujourd'hui une réalité suffisamment vivante et insérée dans la lutte de classe pour qu'il ne puisse plus se permettre d'éluder les choix devant lesquels il se trouve et de fuir ses responsabilités.

De fort nombreux camarades paraissent regretter qu'un véritable débat de fond ait été ouvert. Pour eux, le débat aurait été meilleur, plus libre sans doute, s'il avait pu se dérouler sans aucun rapport avec la composition de la direction du parti, sagement préservée au préalable par un accord de sommet. Ce genre de pratiques bureaucratiques vide en fait la discussion politique de toute signification et coupe la base du parti de sa direction. Je ne regrette en rien d'avoir rendu impossible une telle manœuvre.

Ainsi notre ligne de toujours : l'unité pour quoi faire ? avec qui ? doit s'appliquer aussi à notre parti sous peine d'inconséquence politique. L'échantillon de signatures et le contenu de certains textes d'orientation montrent que cette ligne n'est hélas ! pas celle de tous. Je crois pour ma part que le besoin prioritaire du parti est celui de la clarté. La direction sortante a éclaté : les camarades ont le devoir de trancher eux-mêmes les conflits et de mettre en place une direction qui corresponde dans son équilibre aux choix majoritaires du Parti. Ces choix résulteront des accords politiques conclus entre les courants qui

les auront faits ensemble. Si l'unité du parti est en question, c'est le seul moyen de la préserver. On ne règle pas les problèmes en les étouffant. Une politique ne peut être faite correctement que par les hommes qui la croient juste. Fort de l'expérience de ces dernières années, je me permets de répéter ce que j'ai dit à la D.P.N. de février : je crois nocive pour le parti toute conception de la direction qui ne correspondrait pas à ces critères.

Pour cela un examen attentif de la situation telle qu'elle est pour le P.S.U. est nécessaire : la priorité politique donnée à notre intervention dans le secteur ouvrier et paysan a permis un progrès réel mais qui reste insuffisant. Le renforcement de ces secteurs au niveau structurel, politique et militant, la nécessaire transformation de la base sociale du parti, seront donc des tâches essentielles de ce Congrès. Mais plus encore que nos insuffisances, nos erreurs doivent être sérieusement analysées : sur de nombreux terrains nous avons été incapables de proposer des alternatives de lutte de masse aux stratégies réformistes. Nous avons perdu ainsi nombre de camarades que la pratique commune des luttes et le débat politique auraient intégrés au mouvement révolutionnaire.

L'essentiel reste donc le débat politique de fond. Et il porte d'abord sur l'analyse de la période. Sur ce point le désaccord est net avec nos camarades de la Gauche révolutionnaire :

Si l'on juge la période révolutionnaire ou proche de l'être, il en découle logiquement que l'on compte sur l'événement économique et social pour accélérer la prise de conscience des masses, et que le travail politique doit exclusivement se consacrer à provoquer des ruptures, briser toutes les formes anciennes de légalité, créer des formes nouvelles de démocratie et d'organisation, déborder et si nécessaire détruire les formes archaïques d'organisation, tel le mouvement syndical, qui risquent de ralentir le mouvement. Il n'y a pas à craindre d'isolement pour les militants qui mènent les luttes les plus avancées puisque la période est telle que le gros de la classe ouvrière les rejoint et les renforce au fur et à mesure que s'approfondit la crise. Oui, le texte n° 2 a une cohérence. Il serait grotesque de se livrer entre ce texte et le nôtre à une bataille d'amendements pour essayer de trouver un compromis sur chaque problème de tactique : deux logiques s'affrontent : la période permet-elle d'engager une pratique de cette nature ? Pour moi, notre défaite dans le secteur étudiant s'explique avant tout par une analyse fautive des chances de « montée des luttes révolutionnaires » à l'Université, c'est-à-dire par une sous-estimation de la capacité de riposte de la bourgeoisie et de l'emprise de son idéologie sur la masse étudiante, c'est-à-dire finalement par une erreur sur la nature de la période. Nous avons laissé notre secteur étudiant mener ses luttes de manière telle qu'il s'est coupé de la classe ouvrière, isolé même de la masse étudiante, et qu'il a été battu. L'essentiel est aujourd'hui de ne pas faire d'erreur de même nature dans le secteur de la production.

Car si l'on juge que la période n'est pas encore révolutionnaire, que la bourgeoisie a encore une puissance, une capacité d'intervention politique considérables, que les travailleurs sont encore profondément marqués par le réformisme, alors la stratégie change. Une telle situation implique en effet une longue période d'avancées et de reculs, des victoires partielles et des répressions. Le mouvement révolutionnaire ne peut compter sur une extension rapide des luttes, il lui faut rechercher des victoires partielles et les consolider. Caterpillar et Coder furent certes des luttes tout à fait exemplaires ; ce n'en sont pas moins de lourdes défaites. Est-il sûr que le mouvement révolutionnaire ait progressé à travers elles ? Je crains plutôt l'effet démobilisateur de la défaite. Eviter ce genre de situations, c'est savoir mener les luttes en préservant une liaison étroite avec les travailleurs, en gardant toujours le souci que le rapport de forces créé soit durable, et soit consolidé à travers les liens des militants révolutionnaires avec le mouvement syndical, y compris même à travers les positions légales qu'ils peuvent occuper, à travers surtout leur volonté et leur capacité de construire l'unité ouvrière autour des orientations révolutionnaires.

Ce problème de l'analyse de la période, de la mesure des possibilités de riposte que conserve la bourgeoisie et des conclusions qui en découlent pour notre stratégie ne concerne pas seulement deux textes mais toutes les orientations proposées. Notre attitude à propos du parti communiste français découle de cette analyse. Conduit à une action purement réformiste par la logique de sa stratégie frontiste, le P.C.F. récuse la politisation des luttes sociales et défend une vision centralisée et bureaucratique de la société socialiste. Pour ces deux raisons, il ne peut y avoir d'accord stratégique réel, et par conséquent pas de programme de gouvernement commun entre le P.C.F. et nous. Nous partageons de ce point de vue les analyses des textes 1 et 3. Mais cela ne règle pas tout. Jugeons-nous la crise révolutionnaire suffisamment proche pour pouvoir espérer que les masses se rallieront à notre stratégie à partir de ses seules vertus politiques et de la netteté de son affirmation ? Je n'en crois rien. La perspective d'une montée révolutionnaire des luttes n'est pas suffisamment proche pour que nous puissions négliger la volonté unitaire qui a toujours marqué les combats de la classe ouvrière. La politique de front unique des travailleurs est alors la seule réponse. L'examen des textes montre que cette perspective est largement partagée dans le parti. Elle ne consiste évidemment pas à faire alliance à tout prix. Elle consiste au contraire à partir de la ligne révolutionnaire pour rechercher des accords tactiques, et

conserve toute sa validité, que des accords tactiques soient effectivement passés ou qu'au contraire, en les refusant comme il l'a fait (sur divers fronts de lutte : transports, emplois, municipales), le P.C. fasse la double preuve de son orientation réformiste et de sa volonté de diviser les forces ouvrières.

Cette politique a d'ailleurs un autre fondement : l'analyse de la base sociale du parti communiste. Nul ne peut considérer que cette base sociale doive être rejetée tout entière comme réformiste, et la seule conclusion logique est qu'il faut s'adresser à elle à travers la politique de front unique pour faire éclater les contradictions de la stratégie du P.C., plutôt que pour admonester la base en la dressant contre sa direction, ce qui donne toujours le résultat inverse.

Il est regrettable que le problème de la base sociale du mouvement révolutionnaire qui conditionne notre politique vis-à-vis du P.C. comme vis-à-vis de beaucoup d'autres forces, ne soit pas posé par les cinq premiers textes d'orientation. C'est encore un signe du volontarisme révolutionnaire qui est sans doute la plus grande faiblesse du P.S.U. actuellement.

Aujourd'hui, le problème essentiel pour le mouvement révolutionnaire est en effet que, devant l'ensemble des travailleurs, une alternative sérieuse soit opposée à la stratégie de démocratie avancée. Cette alternative révolutionnaire suppose un projet socialiste d'une certaine précision et c'est pourquoi nous proposons que la principale initiative du P.S.U. dans le proche avenir porte sur ce problème. Trop de textes évoquent les relations du parti avec les masses comme si nous concevions une société socialiste à parti unique. Trop de textes affectent d'ignorer les difficultés économiques considérables qu'ont vécues les expériences socialistes connues jusqu'ici. Tout cela doit trouver réponse, il n'y a pas de projet révolutionnaire crédible sans cet effort. Il n'y aura pas d'alternative révolutionnaire si elle n'est pas prise en charge par les masses d'où elle tire sa seule légitimité. Le problème de l'action illégale n'est posé que par l'illégitimité de la domination bourgeoise. Notre action vise à créer la légitimité d'un pouvoir nouveau, celui des travailleurs. Elle perd sa raison d'être dès que ce rapport avec les travailleurs se coupe ou s'affaiblit. C'est pourquoi la lutte idéologique contre les idées et les valeurs imposées par les traditions bourgeoises a aujourd'hui une importance de premier plan : c'est grâce à elle qu'une progression dans la prise de conscience collective des travailleurs peut permettre le développement d'un courant révolutionnaire aguerri par ses luttes et renforcé par l'appui des masses. La précipitation et l'activisme sont peut-être aujourd'hui nos tentations les plus dangereuses.

Le texte 6 a voulu tracer les grandes perspectives de l'action du parti pour les deux ans à venir. Il nous faut à la fois :

— développer le parti au service du mouvement révolutionnaire, dans un rapport étroit avec les militants et les organisations qui s'y inscrivent par la nature même de leurs luttes ;

— unifier ces luttes et leur donner une perspective politique : c'est le rôle du programme révolutionnaire.

Sur ce dernier point, la plupart des textes proposés aux militants s'en tiennent à un prudent silence.

Or, il serait grave d'imaginer que les travailleurs peuvent s'inscrire en masse dans le mouvement révolutionnaire, si l'enjeu collectif de leur combat n'est pas clairement démontré. Les militants politiques ont à cet égard une responsabilité spécifique : se montrer incapables d'y répondre, c'est faire le jeu de la stratégie de la démocratie avancée et faciliter les processus d'intégration dans la société capitaliste.

Pour que notre parti puisse jouer son rôle dans l'édification de ce programme, il lui faut se lier aux luttes réelles des travailleurs ; il lui faut aussi une cohésion et une cohérence suffisantes dans ses interventions.

Une clarification pouvant entraîner des accords politiques précis est donc nécessaire : la direction devra correspondre aux choix effectués devant le parti tout entier. □

Déclaration

Yves Bucas (Paris), Daniel Cholley (Seine-Saint-Denis), Victor Frémaux (Rhône), Michel Fontès (Nord, P.-de-C.) Jean Gauthier (Loire-Atlantique), Jean-Claude Gillet (Pyrénées-Orientales), Bernard Lambert (Loire-Atlantique)

C'est à l'unanimité que notre Conseil national de janvier dernier avait décidé de mettre en place une nouvelle méthode de préparation de nos congrès, tranchant aussi bien avec l'unanimité des congrès du P.C.F., alignés sur les choix pré-établis par le groupe dirigeant, qu'avec le jeu stérile des textes de tendances ; les compromis réservés aux leaders des courants en commission des résolutions dans lesquelles les congrès sociaux-démocrates se sont toujours complus et dont celui d'Epinay-sur-Seine vient encore de donner l'exemple.

Pour un parti qui cherche à s'inscrire dans les luttes, qui veut à la fois modifier ses structures et sa composition sociale, la mise sur pied des assemblées ouvriers-paysans constituait un pas en avant important. Un questionnaire établi par la D.P.N., les travaux des A.O.P., une réunion de synthèse, des avis éventuellement formulés par la D.P.N., voilà quel était le chemin unanimement adopté pour préparer notre 7^e congrès.

Nous constatons aujourd'hui que cette décision collective que seuls quelques camarades ont osé attaquer de front, a été délibérément mise de côté. On assiste à une floraison de textes d'orientation globaux ; ils sont aujourd'hui au nombre de six.

En ce qui nous concerne, (texte 5) « un seul ennemi, une seule lutte » nous avons élaboré ou soutenu un ensemble de propositions qui comme nous le soulignons expressément, ne font qu'« éclairer les textes des A.O.P. ». Il s'agissait pour nous lorsqu'il y avait unanimité de donner une plus grande cohérence à cette synthèse, d'apporter des propositions d'amendements à certains textes, lorsqu'il y avait des textes contradictoires, de faire connaître notre choix et ses raisons. Pas un instant, nous ne pensions qu'on oserait changer le mode de préparation du Congrès, jeter par-dessus bord tout le travail des A.O.P., y substituer un affrontement entre textes de tendances que les militants du P.S.U. engagés dans les luttes n'ont ni le temps, ni surtout la volonté d'assumer.

Par rapport à ces différents textes, un communiqué de la « Commission de préparation des débats » (T.S. N° 500, page 16) entend dicter à un Congrès par définition souverain la manière dont il va devoir organiser ses débats. Il ajoute ceci : « il est rappelé que les textes d'orientations servi-

Motion préjudicielle

Le VII^e Congrès

1) réaffirme la volonté unanime du Parti, exprimée au Conseil National de janvier 71, de mener la discussion du Congrès prioritairement sur les textes issus des A.O.P., se refuse, en conséquence, à toute prise en considération préalable de textes de tendances, à toute élection à la proportionnelle des tendances d'une commission des résolutions, comme à toute procédure qui aurait pour but de transformer dès l'ouverture du Congrès, les délégués des fédérations en soutiens passifs d'orientations élaborées par des états-majors, entre lesquelles il n'y aurait qu'à choisir et qui ne refléteraient pas l'état réel des luttes.

2) décide qu'aussitôt après la discussion des rapports statutaires de la direction sortante, sans discussion générale floue, qui n'aboutirait qu'à présenter les thèses des courants, il sera procédé à la mise sur pied de trois grandes commissions, ouvertes à tous les délégués, libres d'organiser leur travail, aptes à se partager en autant de sous-commissions qu'il sera nécessaire.

1^{re} Commission : Analyse de la période ; □

ront de base à la détermination de la commission des résolutions du Congrès ».

Il précise que les délégués doivent être clairement mandatés sur ces textes. Des documents fournis par les A.O.P., il n'est même plus question et le tour est joué.

On voit bien ce qu'une telle procédure entraînera si elle est suivie. Les sections et les fédérations devront répartir leurs mandats entre les textes 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Il s'agira pour elles d'un choix global, interdisant à une fédération par exemple d'être en accord avec le texte X sur le problème de la violence révolutionnaire et avec le texte Y sur les structures régionales. Le Congrès de Lille sera une simple séance d'enregistrement des votes, puis on constituera à la proportionnelle une commission des résolutions. Les leaders des courants n'auront qu'à décider entre eux comment ils fusionneront, quels compromis ils passeront sur l'orientation et sur la future direction. Comme il est évident qu'aucun de ces textes n'aura à lui seul la majorité absolue, cela nous promet une assez jolie cuisine et il n'est pas besoin d'insister sur l'effet désastreux qu'aura un tel Congrès, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. L'impuissance qui en résultera, les risques de confusion, de règlements de compte, d'auto-destruction qu'une telle procédure représentera pour le P.S.U. sont évidents. Ce n'est vraiment pas la peine de faire venir à Lille des dizaines de délégués pour donner le spectacle d'un Epinay numéro 2.

Nous refusons ce retour en arrière. Nous tenons pour nul et non avenu le communiqué passé dans le dernier numéro de T.S. Durant les quelques jours qui nous séparent du Congrès de Lille, la situation peut encore être redressée si tous les militants du parti, ceux qui sont d'accord avec le texte 5, ceux qui en défendent un autre et ceux qui refusent de choisir entre les textes se battent pour imposer un retour à la procédure décidée par le Conseil national d'Orsay. Il faut partir des textes des A.O.P. les améliorer, les clarifier, les élargir, faire aussi du 7^e Congrès une étape dans le développement du P.S.U.

C'est pourquoi nous soumettons la motion préjudicielle suivante à la délibération et au vote de toutes les sections et de toutes les fédérations du P.S.U., qu'elles aient ou non pris position sur les textes d'orientation et la préparation du Congrès.

nature et unification des luttes, stratégie, relation avec le P.C.F.

2^e Commission : travail dans les organisations de masses ; syndicats, mouvement politique de masse.

3^e Commission : le parti, sa nature, ses structures et sa direction.

Chacune de ces commissions prendra pour base de travail les textes des A.O.P., qu'elle pourra éventuellement éclairer et compléter par des contributions annexes (textes d'orientation, textes de la D.P.N., des commissions, des fédérations, etc.).

3) décide qu'à l'issue de ses travaux, une commission de résolution d'une cinquantaine de membres, composée des délégués des dites commissions, mettra au clair les points d'accord que le Congrès devra ratifier et les points de désaccord entre lesquels il devra trancher. Chaque courant restera alors libre de maintenir ou non un texte d'orientation, si les textes de la commission ne le satisfont pas. C'est alors seulement que seront présentés au Congrès les choix qu'il aura à faire et en fonction desquels sera élue la future direction, conformément aux statuts du P.S.U. □

Quel travail révolutionnaire dans les usines ?

P. Bauby — P. Boedard — B. Frévaque —
G. Peurière — H. Rouilleault

Les débats du VII^e Congrès doivent se dérouler dans la clarté, ce qui suppose qu'il y ait un rapport clair entre les prises de position théoriques et les orientations pratiques qu'elles signifient. Comment prendre au sérieux le texte des camarades Rocard et Chapuis lorsqu'il s'affirme partie prenante du courant révolutionnaire, en même temps que l'un de ses signataires, le camarade Verlhac, cautionne, comme maire-adjoint, une mairie dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle sert à tout sauf à la lutte révolutionnaire ! Pour ne citer que le dernier exemple, Dubedout, maire de Grenoble, n'hésite pas à assimiler les gauchistes aux fascistes (dont plusieurs camarades du parti, blesés par les sud-vietnamiens fantoches). Le P.S.U. s'est contenté d'un communiqué, cela n'est pas suffisant, nous devons imposer la clarté : le congrès doit décider la démission de nos élus de Grenoble et nos camarades faire clairement leur autocritique devant les travailleurs.

Comment prendre au sérieux les camarades du texte 1 lorsqu'ils envisagent de regrouper « voire même après les luttes les travailleurs les plus combattifs », et que dix lignes plus loin ceux-ci deviennent « des militants d'avant-garde qui, pour des raisons conjoncturelles ne veulent pas rejoindre le P.S.U. ou tel ou tel groupe ». Un peu de sérieux, camarades ! Au moment où dans tous les conflits (Renault, R.A.T.P., Usinor...) se manifeste l'existence d'un large courant ouvrier en rupture avec les appareils syndicaux, on ne peut confondre ce courant avec les sympathisants des organisations révolutionnaires. On aimerait savoir ce qu'en pensent les camarades de Cléon qui, dans leur tribune libre, parlent de tout sauf de leurs pratiques. Ces camarades du texte 1 affirment par ailleurs, du bout des lèvres, refuser la fraction syndicale mais écrivent que « les syndicats sont un enjeu entre réformistes et révolutionnaires ». Que peut signifier le mot enjeu, sinon qu'il faut s'organiser pour prendre le maximum de pouvoir au sein des syndicats. Et c'est au nom de cette clarté politique que les camarades se permettent de mettre sur le même plan le texte Nord-Rhône et celui de Rocard-Chapuis (Tercé). A quoi jouet-on ? Pour essayer de clarifier les débats, nous allons préciser quelles sont à l'heure actuelle les tâches des militants révolutionnaires et en particulier des militants du P.S.U.

COMMENT FAIRE AVANCER L'AUTONOMIE DE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE

Contrairement à un certain nombre de camarades, ceux des textes Rocard et Gontcharoff, Simon-Craipeau et Beneteau-Morand, nous ne pensons pas que les questions centrales soient « faut-il être dans les syndicats et si oui pour y faire quoi ? ». La vraie question est « quel peut être le travail des militants révolutionnaires dans les usines ? ». La question de l'attitude par rapport aux syndicats y est subordonnée.

Pour développer l'offensive ouvrière la première condition, tous les militants le savent, c'est la **démocratie de masse**, les assemblées générales préparées dans les différents secteurs, ateliers où tous les travailleurs peuvent prendre la parole et décider à main levée ; les comités de grève regroupant des syndiqués et des non-syndiqués, élus et révocables par l'ensemble des travailleurs.

Pousser à la démocratie de masse nous amène à nous heurter à ce qui est la tendance générale au niveau syndical, faire conduire les luttes par les délégués, chercher avant tout à négocier.

Dès lors se pose le **problème** : qui fait des propositions aux A.G. des travailleurs, car la démocratie ce n'est pas dire aux assemblées : « décidez ce que vous voulez », c'est leur faire des propositions et se soumettre à leur critique.

Nous pensons que le travail du groupe politique ne suffit pas pour prendre cette **initiative**, que dans les luttes actuelles apparaît un nouveau courant, une gauche ouvrière combattive, qu'il faut structurer en **regroupant à partir des luttes les travailleurs les plus combattifs et les travailleurs les plus conscients, qu'ils soient syndiqués ou non**. Les regrouper pour tirer les leçons des luttes passées, chercher à impulser de nouveaux affrontements, chercher à imposer l'exercice de la démocratie prolétarienne de masse, ce qui est tout autre chose que la critique parasitaire des syndicats. **Il est faux d'affirmer, comme le texte 1, « qu'il ne peut y avoir de forme d'organisation autonome des travailleurs qu'en période de crise révolutionnaire »** et qu'en attendant, il s'agit uniquement de militer dans les syndicats et de regrouper les révolutionnaires et leurs sympathisants. Est-ce des propositions sérieuses pour les 950 O.S. qui ont voté contre la reprise du travail proposée au Mans par la C.G.T. et la C.F.D.T. ? Dans les grosses concentrations ouvrières apparaissent des débuts de regroupement de la gauche ouvrière (Caterpillar, Batignolles, Flins...). Ces regroupements ne sont ni l'expression de l'ensemble de la classe ouvrière comme l'est une assemblée générale, ni l'embryon du parti révolutionnaire. Ils visent à regrouper la gauche de la classe, ceux qui, après la lutte de masse, veulent préparer les affrontements suivants. Malgré leurs difficultés, c'est la bonne direction. La question de leur permanence est liée à leur capacité à animer des luttes répétées : c'est particulièrement le cas, là où il y a une masse d'ouvriers spécialisés réduits complètement à l'état de rouage de la machine, c'est-à-dire dans les usines où l'axe de lutte du contrôle ouvrier, tel qu'il a été défini par la C.N.E. et le programme d'action, trouve le plus sa justification. Cette attitude nous paraît la seule juste. En effet, si l'on n'a pas le souci constant de rassembler les travailleurs les plus combattifs, par quel coup de baguette magique le parti révolutionnaire se trouvera-t-il à la tête des conseils en période de crise révolutionnaire ?

Sous des modalités diverses, liées au type d'entreprise et aux traditions de lutte, il faut chercher à regrouper les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients. Dans les entreprises publiques où le taux de syndicalisation est élevé (R.A.T.P., S.N.C.F.) ne faut-il pas regrouper les travailleurs les plus durs en particulier des différents syndicats... Il faudra chercher à unir la révolte des plus combattifs (les jeunes O.S. de la métallurgie, par exemple, qui sont souvent non syndiqués) et ceux qui ont une expérience de lutte et le point de vue d'organiser la lutte, qui sont souvent des militants syndicaux ou d'anciens militants syndicaux.

Là où les luttes sont les plus avancées, ce regroupement se fait actuellement dans des comités de lutte, si les syndicats sont clairement apparus comme un frein à la lutte ou, le cas échéant, autour de sections syndicales radicalisées.

En ce qui concerne ces dernières, qui sont souvent des sections C.F.D.T., il faut préciser un certain nombre de choses.

— Pour court-circuiter les militants et sections C.F.D.T. qui jouent un rôle important dans les luttes dures (Faulquemont, Bruay, Batignolles, Renault à Billancourt et Flins, mais pas à Cléon où la C.F.D.T. ressemble beaucoup à la C.G.T.), la C.G.T. et l'appareil de la C.F.D.T. essayent de remettre en place le front syndical commun. Si cette opération réussit, elle coïncera les militants syndicaux les plus actifs, l'exemple de l'Italie où l'unité syndicale gêne de plus en plus la gauche de la F.I.M. (l'équivalent de la C.F.D.T.-métaux) nous le montre.

— Le terme de sections syndicales radicalisées ne recouvre pas une réalité uniforme. De nombreuses sections C.F.D.T.

oscillent entre le développement des luttes et l'unité avec la C.G.T. Cela les amène, ainsi, comme à Renault, à pousser à la lutte quand la combativité est ascendante et, par contre, à s'aligner, ou presque, sur la C.G.T. à la fin de lutte. Même si elle a de l'impact sur l'usine, la C.F.D.T. est rarement une réelle force d'organisation d'une partie importante de la classe (on l'a encore vu à l'occasion de la manif sur la Commune à Paris). Ceci amène par exemple des militants C.F.D.T. actifs à se rendre compte de la nécessité d'un regroupement autonome des jeunes travailleurs (O.J.T.R. à Sidelor Knutange) et à chercher plus généralement à s'unir à tous les travailleurs combattifs des autres centrales ou non syndiqués.

— Les leaders du courant de gauche de la C.F.D.T. développent souvent des **illusions sur la possibilité de transformer globalement la centrale**, perspective aussi peu correcte que la volonté de la Ligue et de certains militants du P.S.U. de faire une fraction révolutionnaire dans la C.F.D.T. (c'est la logique de la position sur « l'outil syndical »), ou que les résurgences du syndicalisme révolutionnaire.

Là où les luttes sont moins avancées, ou là où la répression patronale est forte (Citroën, petites boîtes), ce peut être à l'intérieur des syndicats qu'il faut commencer le travail en développant parallèlement un travail politique autonome (journal de boîte ou interboîte) et en y subordonnant son activité syndicale. Cela implique que nos militants abandonnent, quand cela n'a pas encore été fait, leurs responsabilités syndicales paralysantes et ne gardent que celles qui peuvent vraiment servir (délégués du personnel en général...).

Mais l'autonomie de lutte n'avancera pas seulement localement usine par usine, il faut organiser des réunions larges au niveau des trusts, des régions, des branches et même au niveau national pour tirer des bilans, faire circuler des informations. Il faudra mettre sur pied progressivement un lieu de rencontre du type de « paysans de lutte » et un journal ouvrier national.

Il s'agit de reprendre l'idée des assemblées ouvrières paysans et de lui donner une réalité qui lui corresponde vraiment, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici.

Le regroupement des travailleurs les plus conscients et les plus combattifs prépare la construction du parti révolutionnaire, il n'y a en effet que les trotskistes pour imaginer que celui-ci pourra naître avant qu'une partie des révolutionnaires ait fait la démonstration concrète de la justesse de sa ligne politique en dirigeant des mouvements de masse significatifs pour la classe ouvrière et le peuple. Par ailleurs, pour que le regroupement des travailleurs les

plus combattifs soit possible, il faut dès maintenant que les militants les plus conscients jouent leur rôle en offrant des perspectives quant à l'union de la lutte des différentes usines, avec les autres fronts chers opprimés, avec les autres fronts de lutte, en les liant à la construction de la société future et à la stratégie de prise du pouvoir. C'est le rôle que doivent jouer les groupes politiques d'entreprises et donc les militants du P.S.U..

DES MAINTENANT, PREPARONS L'EMANCIPATION POLITIQUE DU PROLETARIAT

Emanciper politiquement le prolétariat pour qu'il se constitue en force autonome revendiquant le pouvoir, ce n'est pas se contenter de propager des thèmes et des mots d'ordre dans les boîtes pour provoquer des adhésions à une organisation politique. Il s'agit de forger l'outil capable de faire rompre la classe ouvrière avec l'emprise politique et idéologique que la bourgeoisie exerce sur elle (des illusions électorales au tiersé).

Ecartons d'emblée les déviations spontanéistes. Elles reposent sur la fausse croyance qu'il suffit d'actions spectaculaires pour débloquer politiquement la classe ouvrière. Il est clair que la politisation de la classe sur ses propres thèmes passe par l'émancipation préalable d'un certain nombre de militants ouvriers. Mais il ne s'agit pas plus d'attendre indéfiniment la constitution d'un parti prolétarien pour commencer à politiser la classe dans son ensemble.

C'est par rapport à ces objectifs que nous devons considérer le groupe P.S.U. d'entreprise et son insertion dans une structure politique plus vaste.

Le groupe de boîte P.S.U. n'est pas sur le terrain de la production le simple diffuseur des thèmes du parti, il doit viser à regrouper les travailleurs conscients (peu importe qu'ils aient ou non leur carte).

Il a pour tâche de dégager dans la boîte un pôle révolutionnaire face à la bourgeoisie, au réformisme syndical et au révisionisme du P.C.F. Il doit dénoncer les débouchés politiques du bloc réformiste (directions syndicales et P.C.F.) : élections, union de la gauche, démocratie avancée. Il doit s'attacher à détruire la division entreprises (c'est l'affaire des syndicats)-société (c'est l'affaire des partis et des élections), à montrer l'unité du combat ouvrier et du combat populaire. Par exemple, en prenant l'initiative d'une collecte pour une H.L.M. où on mène la lutte contre une expulsion, en organisant la lutte contre la répression et pas uniquement contre celle qui touche les travailleurs, etc. □

Section de Nîmes

La section de Nîmes réunie le mercredi 9 juin 1971 à 21 heures constate que :

● Les textes des A.O.P. sont remplacés par les textes d'orientation présentés dans la « Tribune Socialiste », n° 499 du 3 juin (ce ne sont pas des « tribunes libres »).

● La procédure de préparation du Congrès national, décidée en Conseil national, n'est pas respectée.

● Le délai ne permet pas de reprendre la préparation du Congrès sur de nouvelles bases.

En conclusion : la section de Nîmes refuse de prendre en considération ces « textes d'orientation » et demande aux

autres sections du parti de continuer à préparer le Congrès selon les directives nationales (textes de la base = textes de synthèse des A.O.P.).

La section de Nîmes regrette que des individus, travaillant en dehors de toute section, perpétuent la pratique des tendances.

Ont voté pour : 15 ; contre : 1 ; abstention : 0.

La section de Nîmes demande :

● L'insertion de ce texte dans le prochain « T.S. ».

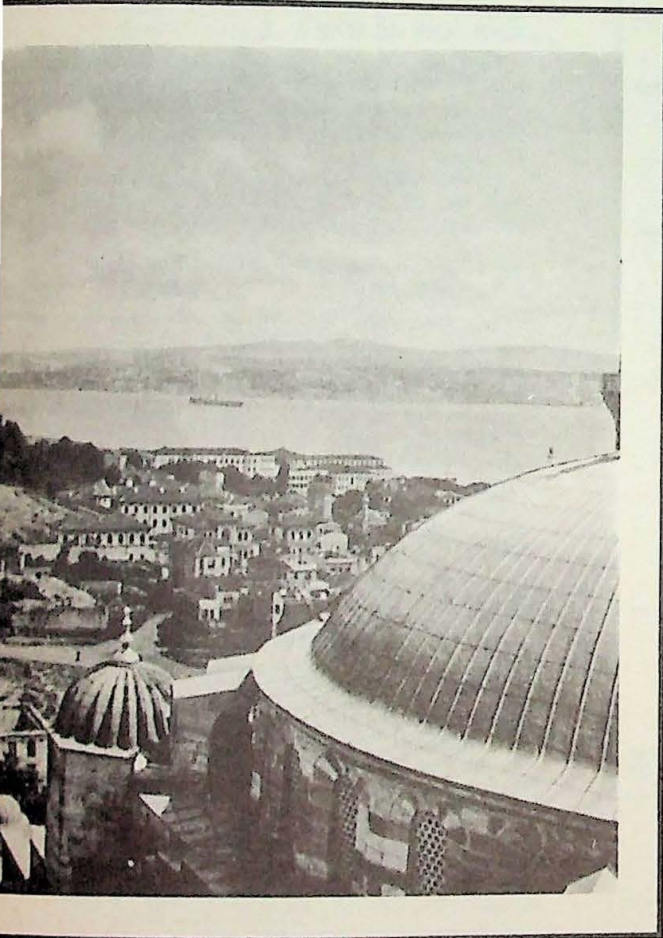
● La diffusion de ce texte dans toutes les fédérations (dans les délais les plus brefs). □

Le F.S.I. organise le **mercredi 16 juin à 20 h. 30** salle B à la Mutualité une réunion destinée aux militants anti-impérialistes de la région parisienne.



non seulement à la réaction d'un prolétariat de plus en plus nombreux et combatif, mais aussi à l'opposition parlementaire de la moyenne bourgeoisie, réformiste et « nationale ». Celle-ci (formée partiellement de paysans riches opposés aux seigneurs de la terre) exige une certaine réforme agraire, une part plus grande des crédits, l'étatisation du commerce

plus réactionnaire de l'armée. C'est ce qu'exprimait Ertugrul Soysal, président de la Chambre d'industrie à Istanbul et appartenant au groupe Vehbi Koç (qui contrôle l'actuel gouvernement d'Erim) lorsqu'il déclara : « Si la constitution contient des clauses qui retardent notre développement économique, il faudra avoir le courage de les reprendre en main et les modifier. »



extérieur. Et sa fraction composée de capitalistes industriels en voie de monopolisation et dont les intérêts s'opposent au capital étrangers, refuse l'adhésion au Marché commun réclamée par la grande bourgeoisie compradore.

Si l'on ajoute à cela le mouvement de bureaucrates et d'officiers qui réclament un capitalisme d'Etat, les rivalités entre groupes monopolistes qui traduisent la concurrence entre impérialistes, les répercussions de toutes ces contradictions au sein de l'armée, on comprend que la seule solution susceptible de préserver l'ordre bourgeois ne pouvait être que l'établissement d'un régime fasciste sous la direction de la fraction la

Ou encore Zeygat Hatipoglu, le maître à penser de la bourgeoisie monopoliste d'Istanbul, qui s'exprima ainsi : « ... Nous ne pouvons imaginer de développement économique dans les conditions actuelles. Non seulement les industriels, mais aussi les ouvriers, les fonctionnaires, les enseignants, les étudiants, et même les concierges se sont organisés. Tant que cette organisation continue au même rythme, le régime ne pourra se maintenir. »

L'organisation de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et de toutes les couches progressistes et révolutionnaires continue de toute façon. Quant au régime, il ne se maintient plus que par une

Depuis la proclamation de l'état de siège dans onze provinces de Turquie, le 26 avril, une vague sans précédent de mesures répressives s'est abattue sur le peuple turc. Résumons-les brièvement :

- Perquisitions, fouilles et arrestations sans mandat ;
- Tir à vue légalisé, chasse à l'homme continue ;
- Durée de la détention préventive portée à un mois ;
- Délation instituée : quiconque ne dénonce pas toute personne « susceptible d'être suspecte » s'expose à des peines graves ;
- Depuis l'enlèvement du consul d'Israël à Istanbul, promulgation d'une nouvelle loi punissant de la peine capitale toute personne supposée « avoir des liens avec une organisation terroriste », quelle qu'elle soit ;
- Interdictions des droits syndicaux, des grèves, des manifestations de rue, des meetings ;
- Suppression de toutes les libertés individuelles — liberté d'association, d'expression...
- Interdiction de toutes les associations progressistes et de toutes les associations d'étudiants (entre autres : la Fédération des Jeunesses Révolutionnaires (Dev-Genç), l'Association de lutte contre le chômage et le coût de la vie (I.P.S.D.)...
- Interdiction de tous les journaux et revues de gauche ;
- Interdiction du Syndicat des Enseignants de Turquie (200.000 membres) ; arrestation de son président et de son secrétaire général ;
- Arrestation de milliers de progressistes et de révolutionnaires : 9.000 personnes déjà incarcérées.
- Les militants du Parti Ouvrier de Turquie (T.I.P.) sont arrêtés par centaines. La majorité des membres de son comité exécutif sont écroués. Son organe et sa revue mensuelle sont interdits. Son organisation de province, pratiquement démantelée. L'organisation des Jeunesses Socialistes (proches du T.I.P.) est aussi interdite.
- Arrestation de la plupart des dirigeants de la Confédération Syndicale des Instituteurs ;
- Arrestation de tous les membres du bureau exécutif de la Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (D.I.S.K., de tendance marxiste) ;
- « Le nombre d'écrivains, d'universitaires, d'enseignants, de syndicalistes emprisonnés et torturés « par représailles » a dépassé de loin la Grèce ou le Brésil », écrit l'Union des Etudiants Turcs en France ;
- Répression de plus en plus sanglante du peuple kurde de Turquie ; elle s'apparente à un véritable génocide ; certains villages sont passés à l'insurrection armée.
- Dernière précision : le gouvernement turc a demandé au gouvernement français, le 22 avril, l'envoi d'experts de la loi « anticasseur ». Qui se ressemble s'assemble...

répression sanguinaire et massive. Pour combien de temps ? Nul ne peut le dire. Mais il a affaire à très forte partie. Contrairement à la Grèce, pays agricole sous-développé, le peuple turc dispose d'un prolétariat industriel fort de 2 millions 500.000 ouvriers, dont 500.000 sont exploités en Allemagne de l'Ouest.

Vers un front uni anti-impérialiste

Prolétariat très combatif, auquel s'ajoute un prolétariat agricole tout aussi combatif (durant toute l'année dernière, occupations d'usines et occupations de terres se sont multipliées). Ces deux classes révolutionnaires tendent à s'allier par le double effet d'une prolétarianisation constante de la paysannerie et de l'action des militants marxistes-léninistes groupés autour de leur organe d'avant-garde « Proleter Devrimci Aydinlik » (« la Clarté Prolétarienne Révolutionnaire ») et de leur journal de masse « Isçi Köylü » (« Ouvrier-Paysan »).

L'existence d'un prolétariat industriel très conscient, d'une paysannerie combative et de militants révolutionnaires liés à l'un et à l'autre rappelle beaucoup la Russie d'avant 1917. Avec cette différence que la grande bourgeoisie monopoliste ne mène pas de politique

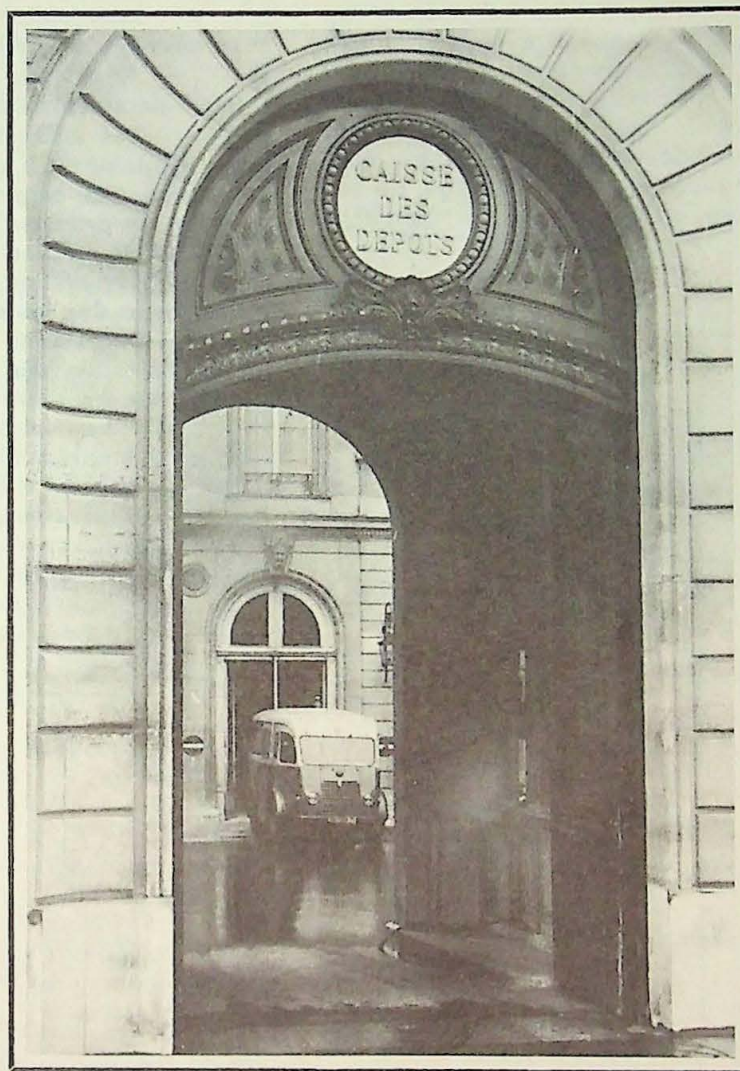
indépendante des groupes impérialistes étrangers auxquels elle est indissolublement liée, ce qui conduit à des contradictions aiguës avec la fraction « nationale » et anti-impérialiste de la bourgeoisie turque. Autrement dit, la contradiction actuellement fondamentale est celle qui oppose, d'une part, l'impérialisme (U.S. et ouest-allemand, principalement) et les classes turques collaboratrices (grande bourgeoisie industrielle et financière et féodalité) et d'autre part le prolétariat industriel, la paysannerie la jeunesse révolutionnaire l'intelligentsia progressiste et l'aile antimonopoliste de la bourgeoisie. La révolte du peuple kurde d'Anatolie aiguise à l'extrême cette contradiction à laquelle la présence de 500.000 ouvriers turcs en Allemagne donne des dimensions internationales. Si l'on ajoute à cela que la Turquie et Israël sont les deux gros piliers militaires de la présence U.S. au Proche-Orient et que les révolutionnaires turcs proclament l'identité de leur cause et de la cause palestinienne, on conviendra qu'un bouleversement révolutionnaire en Turquie se traduira immédiatement par des répercussions internationales dont on ne peut prévoir les limites. Autant dire que le peuple turc se trouve aujourd'hui aux premières lignes du front révolutionnaire mondial. □

A la Caisse des Dépôts

La cour d'honneur occupée

Depuis que la grève Renault est terminée la situation ne s'est pas véritablement détendue. D'Usinor-Dunkerque à Ciba-Geigy en passant par la S.N.C.F. et Berliet, des conflits importants se font jour. Les mêmes problèmes réapparaissent toujours à la surface : les grilles, les classifications, les licenciements de délégués syndicaux et de militants, les cadences, le niveau des salaires dans une période inflationniste, etc. On observe un peu partout qu'une frange non négligeable de la classe ouvrière refuse de se laisser impressionner par la politique gouvernementale de contrats ou d'emploi de la force (voir ce qui se passe dans l'Est de la France). Tout cela est le signe qu'une avant-garde ouvrière relativement large ne se reconnaît plus dans des orientations essentiellement tournées vers les négociations. Elle prend conscience que le patronat et le gouvernement ne peuvent mener qu'une politique d'intensification de l'exploitation pour faire face aux difficultés nationales et internationales du capitalisme français. Seul un rapport de forces relativement favorable et soigneusement entretenu par une vigilance constante dans l'activité revendicative peut permettre de desserrer l'étreinte de l'organisation du travail et arracher des concessions réelles aux dirigeants des entreprises.

Cette avant-garde ouvrière qui va des 900 O.S. du Mans opposés au compromis final de la grève Renault aux travailleurs actuellement en lutte d'Usinor n'a pas encore les moyens de s'affirmer victorieusement en toutes circonstances contre les différents courants réformistes et plus précisément contre le P.C.F. et la direction de la C.G.T. Il dépend pour une large part des révolutionnaires que ces travailleurs avancés puissent coordonner leurs efforts, influencer encore un peu plus sur le gros de la classe, relier leurs luttes avec celles qui se mènent hors des entreprises. Cela suppose que l'activité des révolutionnaires dans les entreprises et dans les syndicats se fixe comme objectif la jonction avec cette avant-garde ouvrière en partant d'un bilan critique très sérieux des luttes les plus récentes (ce qui n'a pas été fait ou entrepris) pour déborder les positions corporatistes et réformistes.



Interruption le 12 mai de la séance du Haut Comité de la Jeunesse présidé par Comiti. Les 130 animateurs présents demandent le soutien à la grève des employées et des animateurs de la F.N.F.R. (fédération nationale des foyers ruraux) et la discussion d'une convention collective nationale couvrant les travailleurs du secteur socio-culturel (animateurs, employés et ouvriers). Comiti quitte la séance. Les associations membres du Haut Comité et qui sont restées dans la salle acceptent le principe d'une rencontre et d'une discussion avec les syndicats au sujet de la convention collective.

Après 70 jours de grève avec occupation des locaux les employés de la F.N.F.R. obtiennent le paiement des jours de grève et d'une indemnité de préavis pour rupture de contrat du fait de l'employeur (licenciements illégaux et refus de discuter avec les grévistes).

Pour la première fois depuis la création de la Caisse des Dépôts, près d'un millier de travailleurs ont occupé la cour d'honneur et le hall de la vénérable institution, pendant cinq heures.

Pour la première fois depuis la décision de liquidation du CERAU (Centre d'Etudes et de Recherches pour l'Aménagement et l'Urbanisme), les délégués syndicaux des filiales de la C.D.C., reçus sur le champ par la direction générale, ont obtenu l'ouverture des négociations.

VIOL DU PROTOCOLE DE MAI 68

Le 17 mars dernier, on apprenait l'absorption du CERAU par le BETURE (Bureau d'Etudes Techniques pour l'Urbanisme et l'Equipe) pour le 1^{er} avril. Délais : 15 jours !

Le protocole signé par la direction en Mai 68, fixant à 6 mois tout préavis de réorganisation, n'a pas été respecté.

LA REORGANISATION SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Les directeurs des filiales cherchent séparément à éviter les frais de liquidation et de réinsertion du personnel touché. Ils s'accordent sur ces points :

A certains agents du CERAU, une lettre d'embauche avec :

— Période probatoire (ce qui permet un licenciement durant cette période) ;

— Diminution de salaire ;

— Suppression de nombreux avantages liés à l'ancienneté ;

— Aux autres agents, un licenciement probable.

L'ECHEC DES NEGOCIATIONS

Devant la commission de la SCET (Société Centrale pour l'Equipe du Territoire), chargée d'étudier les problèmes d'emploi des délégués syndicaux C.G.T.-C.F.D.T., exigent l'étude préalable de la situation du personnel du CERAU. La direction de la SCET refuse. Les délégués quittent la commission.

La C.G.T. et la C.F.D.T. font part à M. Leroy, directeur général de la SCDC, de l'inquiétude du personnel et réclament l'ouverture de négociations à l'échelle du groupe, dans deux lettres du 28 avril, du 10 mai et au cours d'une entrevue du 18 mai. Trois fois, la réponse a été négative.

Le personnel des filiales de la CDC, au fur et à mesure de l'effilochage des contacts avec la direction, se rend compte de l'étendue future de la politique de la réorganisation. Même patron, même danger, même combat : le personnel se regroupe en une manifestation sans précédent le 27 mai.

Le résultat est immédiat. La direction, au terme de quatre heures de pourparlers, accepte :

— Le transfert de la totalité des agents (115) du CERAU avec maintien des avantages acquis ;

— Le démarrage avant le 1^{er} juin 1971, de négociations sur les problèmes de sécurité de l'emploi.

Il reste à obtenir :

— La signature du protocole d'accord interfiliales concernant la garantie de l'emploi.

Nota. — La lettre confidentielle de « l'Expansion » du 24 mai 1971, assurait la dissolution du CERAU parce que cet organisme était suspecté d'être une chapelle gauchiste.

des luttes

Les cheminots ouvrent la voie

Rencontre nationale des travailleurs de la mer

Une rencontre nationale des travailleurs de la mer P.S.U. se tiendra au Havre les 10, 11 et 12 juillet.

Qu'ils soient adhérents au P.S.U. ou qu'ils soient seulement en accord avec les objectifs du Programme d'action du P.S.U., les militants des professions suivantes sont conviés à venir nombreux :

- Pêcheurs, ouvriers conchyliculteurs, navigateurs du large, du cabotage, des ports, et tous les inscrits maritimes ;
- Employés des armements, des ports, des phares et balises ;
- Fonctionnaires des affaires maritimes et des écoles de la Marine marchande ;
- Navigants des fleuves et estuaires, ainsi que toutes les autres professions maritimes.

L'ordre du jour proposé, qui doit nous permettre d'étudier l'application dans notre branche des décisions du Conseil National d'Orsay (Programme d'action) et du Congrès de Lille, comporte les points suivants :

- La situation économique et politique actuelle. Ses aspects dans la Marine marchande : le plan de relance.
- Le rôle politique de la Marine marchande ;
- Analyse des luttes récentes. La question syndicale ;
- Hiérarchie. Le code disciplinaire et pénal de la Marine marchande ;
- Entreprises nationalisées. Leur rôle dans la flotte ;
- Liaison avec les luttes internationales ;
- Liaison avec les luttes à terre ;
- Nouvelles formes de lutte. Le problème de la grève à l'étranger ;
- Productivité et durée du travail ;
- Organisation politique au niveau de la branche.

Poitiers

Suite à l'article passé dans « T.S. » n° 497 relatif à la grève à la Mutualité Sociale Agricole de la Vienne à Poitiers, on nous communique :

« La grève a été suspendue le 12 mai 1971. La C.F.D.T. et la C.G.T. ont provoqué une réunion extraordinaire avec le conseil d'administration de la caisse. Le président a étudié les revendications communes proposées par la C.F.D.T. et la C.G.T., et a réuni son conseil d'administration.

Sur toutes les revendications, seul un aménagement d'horaires (journée continue sans tickets restaurant) a été obtenu...

Si bien que cet « énorme effort » (...) des patrons ne rime à rien car le nombre d'heures hebdomadaires effectuées est le même (40 h). Seules les heures d'embauche et de débauche ont été modifiées.

Cette mesure ayant un caractère facultatif pour le personnel (soit 8 h 12 h, 14 h 18 h, soit 8 h 12 h, 13 h 17 h).

Il faut dire que la C.G.T. n'a fait que dire « amen » à tout ce que disait le patron et s'est satisfaite des accords nationaux de Commission paritaire nationale (salaire de base 940 F), qui ne remettent pas en cause la hiérarchisation des salaires et ne favorisent que très peu les bas salaires.

Ainsi la C.F.D.T. s'est retrouvée toute seule à défendre les revendications non satisfaites des employés, bien que la C.G.T. ait déclaré publiquement « qu'ils iraient jusqu'au bout » (déclaration des responsables lors du meeting d'information journalier pendant l'heure de grève). L'action syndicale a donc été menée seule par la C.F.D.T., et la preuve est encore une fois faite que sans politisation de l'action et sans méthodes dynamiques d'action syndicale (séquestration de cadres, dénonciation de l'encadrement, manifestation en ville, information auprès de la population et des pay-sans) rien n'est possible.

Seule l'action percutante paie. »

11 juin, la deuxième rencontre S.N.C.F.-fédérations syndicales se solde par un échec. La grève continue...

Ce mouvement, d'ampleur nationale, démarre le mercredi 9 juin, à la suite d'un premier échec de la table ronde syndicats-direction. Au cours de cette entrevue les représentants des cheminots demandaient :

- Une augmentation supplémentaire des salaires, motivée par la hausse réelle des prix, hausse supérieure au plafond fixé par l'accord salarial.

- Une prime de vacances fin juin.

- L'arrêt de la compression des effectifs pour améliorer les conditions et réduire le temps de travail.

- L'aboutissement positif des discussions relatives au tableau des filières et à la classification des grades.

Pour les trois derniers points, la réponse est claire : refus catégorique.

Pour le premier point, la réponse ne manque pas de piquant : « d'accord pour avancer le 1 % d'augmentation (prévu initialement pour septembre) au 1^{er} juillet, à condition que les 2% de novembre soient retardés jusqu'à décembre.

Pour justifier sa position, notre direction se retranche évidemment derrière le fameux « accord de février », dont le texte a été généreusement placardé dans tous les services.

Chaban-Delmas, dans sa déclaration du 10 juin fait lui aussi appel à cet accord pour déduire très simplement que les organisations des cheminots ne respectent pas leurs engagements et que les revendications de salaires ne sont qu'un prétexte et qu'elles recouvrent en fait on ne sait trop quelle sombre machination.

Notons au passage que ni le Premier Ministre, ni la direction, ne tiennent compte, en s'appuyant sur le contrat, des deux points importants des revendications (effectifs et classification des grades).

Les cheminots P.S.U. ont eu très souvent dans leurs bulletins l'occasion d'expliquer les raisons de leur opposition aux contrats ou accords. Une fois de plus les travailleurs peuvent constater que ces contrats ou accords ne règlent rien, mais que bien

au contraire ils sont utilisés contre eux, par la propagande gouvernementale.

Ils ne règlent même pas les problèmes de salaires, car l'augmentation réelle du coût de la vie est en partie camouflée par les statistiques des ministères. Nous savons tous que l'évaluation des hausses donne des résultats très différents suivant son origine : organismes officiels ou organisations de travailleurs. La règle du jeu est donc faussée au départ.

D'autre part, les raisons du conflit actuel doivent être aussi recherchées ailleurs que dans l'échec de la rencontre du 9 juin. Contrairement à ce qu'affirment la presse et la radio, le mécontentement des cheminots a des racines plus profondes, et déborde largement le cadre des salaires.

En exemple, sur une période de quinze jours environ (18 mai - 4 juin), 24 mouvements de grève ont été déclenchés sur l'ensemble du réseau : pour les effectifs et salaires à Calais, les pensions et retraites à Bischem et Blainville, la réduction du temps de travail à Amiens, le reclassement des postes à Anancy, l'amélioration des conditions de travail à Paris-S.O. et Strasbourg, contre la suppression de postes à Dreux, les Aubrais, Trappes, etc.

La grève des roulants-exploitation du 4 juin était également très significative. Outre les revendications sur les salaires et les conditions de travail, on a pu noter au cours de ce mouvement, des mots d'ordre nouveaux :

- Contrôleurs de route : refus de se laisser transformer en « flics de la S.N.C.F. » et d'exercer une véritable répression, notamment dans les trains de banlieue utilisés uniquement par les travailleurs.

- Chefs de train : refus des conditions de travail les assimilant à des « agents à tout faire » : contrôle, sécurité, manœuvre, manutention, etc.

Devant la réalité, les arguments de Chaban-Delmas ne font pas très sérieux.

Inévitablement, les travailleurs, quels qu'ils soient, sont amenés à constater que face à un système basé uniquement sur la recherche du profit ils ne possèdent qu'une seule arme efficace : la grève.

Il serait en effet dangereux de croire que des accords valables pourraient être conclus

entre les tenants du système et les travailleurs, c'est-à-dire entre les exploiters et les exploités.

En passant à l'action directe, les cheminots prouvent qu'ils ont le désir et les moyens de prendre en main les affaires qui les concernent. En lançant un appel à l'action et en laissant aux cheminots, à tous les niveaux, l'initiative quant aux formes de cette action, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. ont une position juste. Car c'est à partir de ces revendications, de ces exigences formulées par les cheminots en lutte, que les syndicats, porte-parole des travailleurs, doivent élaborer leur stratégie et non pas utiliser ces travailleurs seulement comme masse de manœuvre pour appuyer des négociations d'état-major.

Nous sommes conscients que dans la période actuelle les luttes des travailleurs débouchent sur la négociation. Mais cette négociation ne doit se dérouler que lorsque les travailleurs ont, par leur action, créé un rapport de forces favorable.

Ne perdons pas de vue que le contrat, le plus favorable en apparence finit toujours par être remis en cause, car aucun accord ne saurait supprimer l'antagonisme entre exploiters et exploités.

Mais dans cette lutte en cours il appartient également aux cheminots d'expliquer à l'extérieur de l'entreprise, qu'en dehors des revendications qui leurs sont propres en tant que travailleurs, l'action qu'ils mènent contre le démantèlement de la S.N.C.F. n'est pas une défense simpliste de l'outil de travail, mais bien la défense d'un moyen de transport collectif efficace, et indispensable. Notre action rejoint celle des « Comités d'usagers ».

En dénonçant la politique de concurrence entre les différents modes de transport (rail-route notamment) et en demandant au contraire leur complémentarité, c'est-à-dire une planification des transports, nous n'agissons pas dans un but étroitement corporatiste.

Il nous appartient d'expliquer de la façon la plus large possible le sens de nos luttes ; de montrer que le combat que nous menons contre l'exploitation capitaliste est le même combat que celui de tous les autres travailleurs. □

A Usinor-Dunkerque

Combat et exercice de freinage

Correspondant

C'est un peu hâtivement que dans le précédent T.S., nos camarades de la rédaction indiquaient que le conflit d'Usinor-Dunkerque « venait de se terminer ». En fait, le dimanche 6 juin, la presse, la radio « généralement bien informées » annonçaient que Usinor-Dunkerque, ce n'était plus qu'une affaire d'heures...

C'était sans compter avec la combativité de la base, qui deux jours plus tard, allait bouleverser tous les pronostics en prenant « ses » affaires en main et en bousculant la stratégie des états-majors syndicaux axée sur une volonté de négociation, de recherche de compromis, qui, si elle avait abouti, aurait en définitive particulièrement bien arrangé les affaires du patron.

Les faits

Lundi 7 juin : Sur une initiative du syndicat F.O. d'Usinor (plus que tout autre désireux d'en finir par la négociation), une réunion de conciliation rassemble patrons et syndicats à la direction départementale du travail à Lille. A Lille... alors que les problèmes sont posés à Dunkerque et que c'est à Dunkerque qu'ils doivent être réglés !

La conciliation aboutit aux propositions patronales suivantes : En gros, paiement à 35 % des heures perdues par le personnel lock-outé, à 25 % pour les grévistes du « mouvement ». Une petite annexe : la direction promet d'étudier les revendications dans les meilleurs délais...

Mardi 8 juin : Les états-majors syndicaux se réunissent à Dunkerque pour en discuter. Pour F.O., pas de problème, le compromis est bon. Grosse bagarre par contre à la C.G.T. entre les délégués du tas qui disent « les revendications d'abord » et les responsables de la fédération et de l'U.L. qui veulent en finir et sont mis... en minorité (26 voix contre 3). Grosses ré-

ticences à la C.F.D.T. L'Inter-syndicale décide de demander l'avis de la base, mais il est évident qu'elle ne fera rien pour durcir et étendre le conflit.

Mercredi 9 juin : Les grévistes du « mouvement » votent pour ou contre la reprise du travail. Les chômeurs se réunissent par secteur : « 35 % ! on n'en veut pas. C'est 50 % qu'il nous faut ». Spontanément, on vote, des délégations vont à la direction, un meeting improvisé s'organise au cours duquel les syndicats, débordés, parviennent à reprendre le contrôle d'une bonne partie de leurs troupes. Au démarrage du conflit, les états-majors avaient déjà pris le train en marche. Une nouvelle fois, force leur est de s'aligner : « C'est 50 % qu'il leur faut », proclament-ils.

Jeudi 10 juin : Le sursaut des « chômeurs » a fait grand bruit. La lutte se mourait. Le vote du « mouvement » est connu : après trois semaines de grève, près de 60 % des gars votent contre la reprise du travail ! 48 h plus tôt, personne n'aurait parié un centime sur la combativité, et des chômeurs et des grévistes.

Que vont faire les syndicats ? Profiter de la dynamique de la lutte renouée, pour étendre le conflit, avancer de nouvelles revendications. Non (les syndicats sont-ils donc là pour cela ?), ils négocient !

Le patron promet sa réponse pour 16 h. En début d'après-midi, Roger, le directeur, qui n'avait pas prévu ce rebondissement à travers ses fiches perforées, boxe un cameraman et expulse les journalistes ! Roger-Marcelin : même combat !

A 15 h 30, il n'y a plus un seul représentant de la direc-

tion dans les grands bureaux. Les syndicats-tampons se sont fait avoir et les travailleurs avec eux. Un bon nombre de ceux-ci ne se privent pas de le reprocher amèrement aux dirigeants syndicaux. « Alors quoi, vous n'avez pas encore compris qu'on ne négocie pas avec un « ordinateur ». On n'aura que ce qu'on arrachera. ! »

Vendredi 11 juin : Grand meeting. Les gars du « mouvement » sont là aux premières loges. Ils décident d'accompagner la délégation intersyndicale qui ira demander aux patrons : « alors, c'est pour quand que vous nous donnez satisfaction ? » Roger n'est pas là. Son sous-fifre Fontaine ne sait que dire au syndicat. Il n'a pas d'ordre. Il fait la preuve de son irresponsabilité.

Les travailleurs du « mouvement » en ont « ras le bol ». Ils occupent les « grands bureaux » et séquestrent Fontaine. Durement sermonnés par leurs grands dirigeants (pas d'accord du tout avec cette réaction démocratique de la base), les délégués C.G.T. feront tout pour désamorcer la bombe prête à éclater dans les grands bureaux. Ils réussiront à écarter les travailleurs les plus combattifs, qui s'en iront un à un. Le lendemain « Liberté » l'organe du P.C., écrit :

« On notera que cette entrevue — un peu longue — fut aussitôt interprétée comme une séquestration de directeur : voilà qui prouve que certains hommes — proches de la direction — aimeraient créer autour de cette grève, un climat facilitant des provocations. Ils sont aidés en cela par des groupes gauchistes qui jouent leur rôle dans cette tentative misérable, que le sang-froid, la sérénité des travailleurs d'Usi-

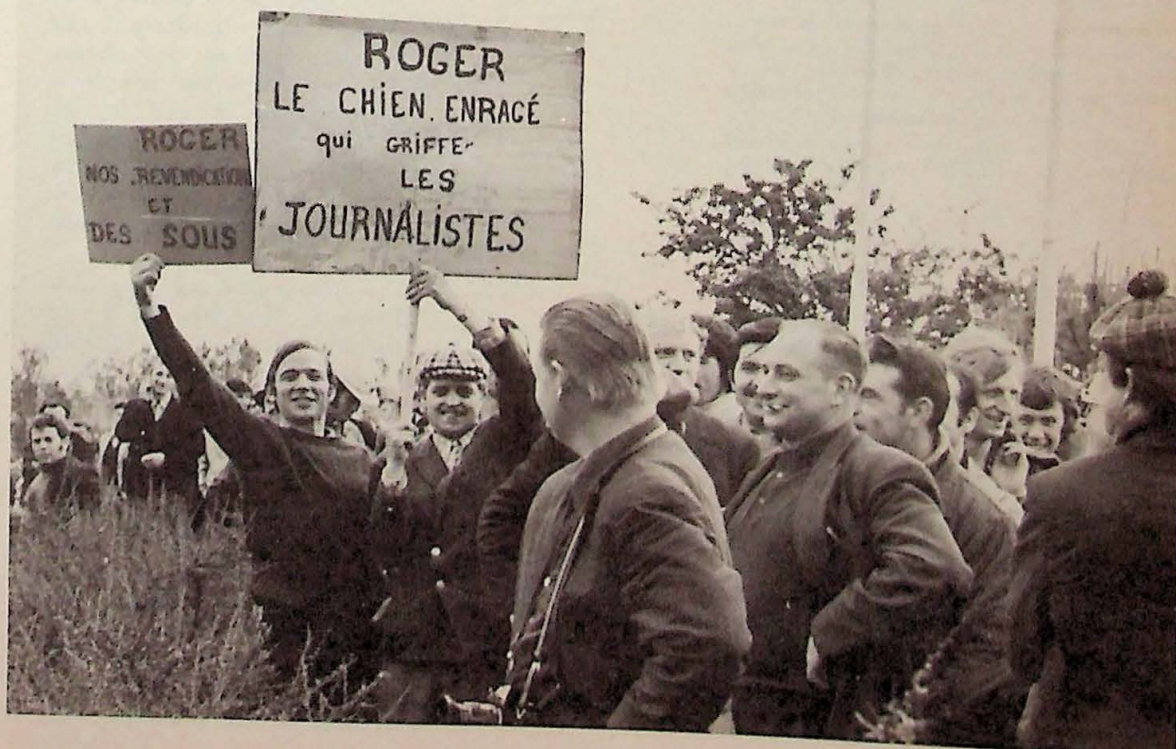
nor déjouent admirablement. » (Fin de citation.)

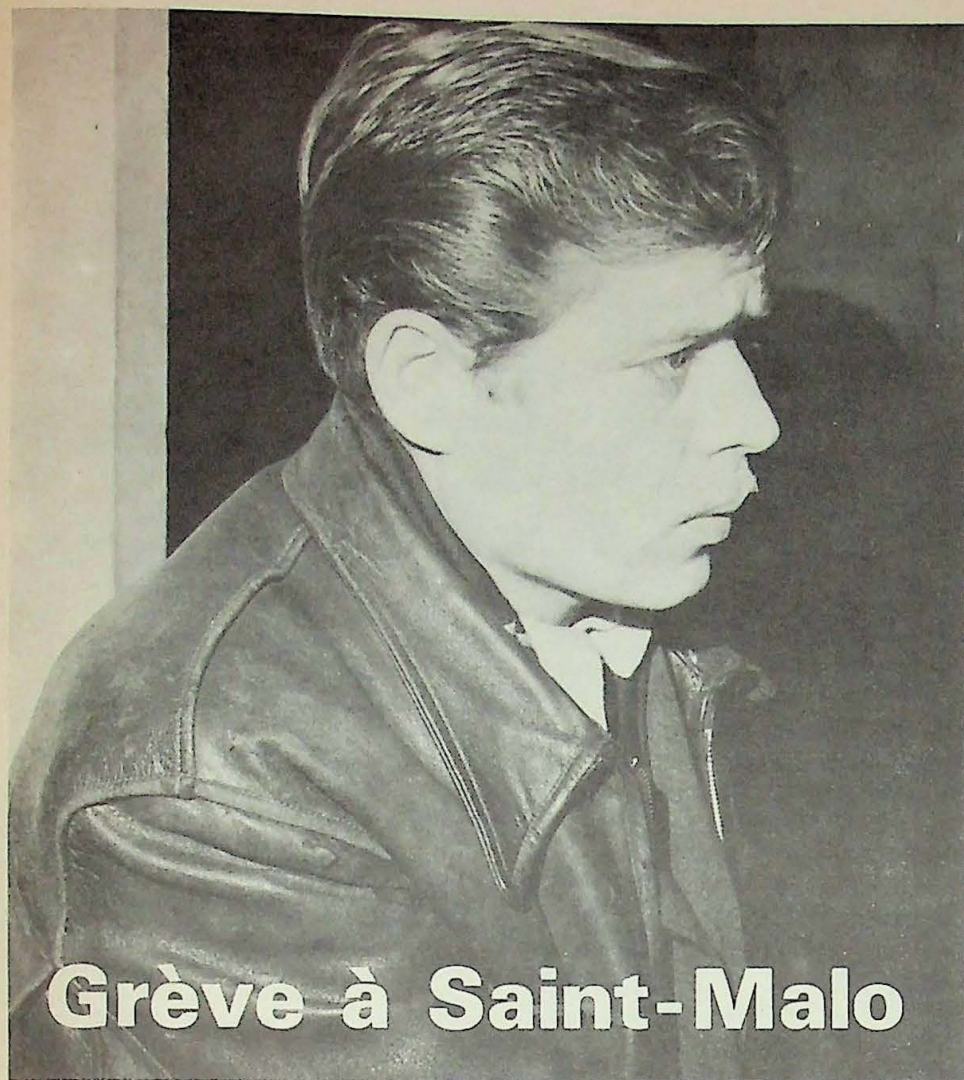
Allons, camarades communistes, un peu de sérieux : croyez-vous que vous continuerez continuellement à « tenir » les masses, en leur assénant de telles contre-vérités ! Les travailleurs ne tarderont plus à comprendre qui, objectivement, tient le rôle d'allié du patron et qui est son plus rude adversaire. La poudre aux yeux, ça paie un moment, mais il arrive un jour où le frein s'use et lâche, rompant le cordon sanitaire que vous voulez maintenir autour des travailleurs les plus conscients et les plus combattifs !

Est-il besoin de commenter des faits aussi rigoureusement objectifs ? Nous nous proposons prochainement d'analyser le conflit d'Usinor-Dunkerque, d'en tirer les enseignements, non pour polémiquer, mais pour préparer les luttes futures, les victoires futures, celles au cours desquelles l'outil syndical aura tenu la place qui devrait toujours être la sienne : à la pointe du combat et non en serre-frein. Nous énumérerons quelques-unes des déficiences de la lutte d'Usinor-Dunkerque, dues à l'absence de solidarité effective (non pas seulement financière) au niveau du trust, voire des victimes du capitalisme international de l'acier : au niveau des Unions locales des entreprises dunkerquoises, de la population ; au niveau d'une authentique démocratie au sein des organisations syndicales.

Les travailleurs vaincront quand eux-mêmes prendront leurs propres affaires en main. □

N.D.L.R. : En fait sur la centaine de travailleurs montés dans les grands bureaux, il y avait au grand maximum cinq ou six « gauchistes ». Des groupes ? Non !





Grève à Saint-Malo

Un groupe d'ouvriers de l'entreprise Billon à Saint-Malo nous communique :

Dans le mois de mai, les ouvriers des établissements Billon, grosse entreprise d'imprimerie de Saint-Malo : 450 ouvriers (tous horaires), décidaient de se mettre en grève pour appuyer la campagne nationale pour la retraite à 60 ans.

Profitant de cette action, les ouvriers décidaient également de faire valoir des revendications non satisfaites : dans le secteur de l'imprimerie, l'entreprise Billon est celle qui paie les plus bas salaires. Les ouvriers réclamaient donc 10 % d'augmentation pour rattraper des retards cumulés. La poursuite de la grève est votée par 154 voix contre 39.

Le patron étant en croisière, son fils qui assure l'intérim ne veut rien promettre, il décrète et affiche le lock-out ; le climat s'alourdit.

Le 3 juin, retour du grand patron qui convoque les représentants syndicaux (C.G.T.) et propose 2 % pour ceux qu'il appelle les improductifs, c'est-à-dire les balayeurs, ceux qui font les balles de papier, etc., donc les plus défavorisés puisqu'ils sont en-dessous des 140 points Parodi (fédération du Livre). Les productifs sur machines ou à la photographie (jusqu'aux cadres qui ne font d'ailleurs pas la grève) seraient augmentés de 4 %.

Les représentants syndicaux ne cachent pas qu'ils sont favorables à la reprise et informent les ouvriers du résultat des discussions. La réponse est claire : indignés, les travailleurs repoussent les propositions patronales (sur 329 présents : 175 contre la reprise, 69 seulement pour et 3 nuls).

Les représentants C.G.T., après avoir été une première fois mis à la porte, font connaître à Billon la réponse des ouvriers et lui présentent une contre-proposition dans laquelle ils admettent la ségrégation entre les deux catégories de personnel : la C.G.T. demande 4 % pour les plus défavorisés et 6 % pour les autres employés.

Après « discussion », responsables syndicaux et patron se trouvent d'accord sur 3 % et 5 % ; les délégués C.G.T. donnent alors au patron leur parole que le travail reprendrait le lundi 7, sans avoir consulté les ouvriers.

En effet, lorsqu'ils communiquent les résultats, ils y ajoutent ce chantage : « Nous avons donné notre parole que le travail reprendrait, alors si vous n'êtes pas contents après tout ce que nous avons obtenu pour vous, vous en trouverez d'autres pour aller discuter avec le patron... » (Sans commentaires.)

Pas trop sûrs d'eux toutefois, ils ont fait venir de Rennes des renforts C.G.T. qui prennent la parole pour chanter les louanges de circonstance.

« Il y aura de la bagarre si le travail ne reprend pas, disent les dirigeants syndicaux. D'ailleurs, il est trop tard maintenant pour voter sur la reprise. » Cependant, devant les protestations, un vote a lieu à la sauvette et sans aucun contrôle. Beaucoup, démoralisés, cèdent alors la rage au cœur. Le travail reprendra le lundi par 140 voix contre 34 et 5 nuls. Nombreux, écœurés, ne se sont même pas prononcés.

Questions posées pas nos camarades :

● Pourquoi les délégués C.G.T. (seul syndicat numériquement représenté chez Billon) ont-ils une fois de plus axé la lutte sur une augmentation en % au départ ? Plus fort encore, comment ont-ils pu accepter le jeu du patron créant la discrimination entre les travailleurs, en tolérant ces 2 % d'écart défavorisant encore plus les plus bas salaires ?

● Comment des « responsables » peuvent-ils ainsi fouler au pied tout semblant de démocratie syndicale en engageant par leur parole l'ensemble des travailleurs avant de les consulter ?

Est-ce ainsi que les responsables C.G.T. soutiennent la lutte des travailleurs qui leur ont fait confiance ?

Lutte de classes à Saint-Dizier

A l'heure où nous écrivons ces lignes, deux conflits sociaux durent depuis 15 jours et sont tous les deux dans l'impasse la plus totale. Il nous est par conséquent impossible d'en dresser le bilan.

Par contre, nous croyons nécessaire d'en tirer un certain nombre de leçons :

A Trefilunion

Le 19 mai, alors que la grève dure depuis quatre jours et qu'ils ont conscience d'avoir été bernés (la direction étant revenue sur ses promesses), 300 travailleurs décident de séquestrer trois représentants de la direction. Le lendemain, ceux-ci font appel au maire — communiste — pour obtenir leur libération. Malgré les explications données par nos camarades Delpui et Marchand et sur l'insistance de Marius Cartier, une trentaine d'ouvriers décide, la mort dans l'âme, de relâcher la direction.

Nous tenons à rappeler ici la position sans équivoque exprimée par le P.S.U. tant devant les travailleurs de Tréfilunion le 20 mai, que dans la presse du 22 :

● Le P.S.U. ne saurait condamner la séquestration des patrons. Les travailleurs sont majeurs, c'est à eux de décider des moyens à employer pour mener leur lutte :

● Il est vrai que la séquestration est une forme de violence, mais le P.S.U. le comprend, d'une part parce que les ouvriers savent que le pouvoir de décision ne se situe pas à Marnaval et que, par conséquent ils n'ont aucune prise sur lui, d'autre part, parce qu'eux-mêmes subissent quotidiennement la violence capitaliste : salaires de misère, cadences sans cesse accrues, conditions de vie, brimades de toutes sortes, licenciements, accidents du travail, etc.

● Lorsqu'une action est engagée, le rôle de tout militant ouvrier, syndical ou politique, n'est pas de tergiverser et encore moins de saper le moral des troupes. Il faut soutenir cette action et la mener jusqu'à son terme. Pour cela il est nécessaire d'élever le niveau de conscience des travailleurs en respectant et en développant la démocratie ouvrière.

C'est pourquoi nous avons proposé que toute décision soit prise non par une petite minorité, mais par l'ensemble du personnel réuni en assemblée.

● La séquestration constitue une monnaie d'échange qui peut s'avérer nécessaire pour imposer au patronat l'ouverture de véritables négociations. Plusieurs exemples

récents viennent de le démontrer, tant dans les luttes ouvrières que dans les actions menées par les paysans.

En libérant la direction sans contrepartie, les ouvriers de Tréfilunion se privaient du seul moyen de pression dont ils disposaient.

● La revendication essentielle, à savoir la suppression de l'abattement de 5 % pour faits de grève, intéressait l'ensemble du groupe. Une coordination était donc indispensable avec les autres usines du groupe dès le déclenchement du conflit à Marnaval.

A Jardin-Billard

● Entreprise travaillant pour le compte de la S.N.C.F., elle emploie 100 travailleurs en majorité algériens (34 seulement sont français) ; ● Des salaires de misère : 3,95 F de l'heure ;

● Des conditions de travail inadmissibles : insécurité permanente, accidents nombreux, cadences inhumaines, par tous les temps, aucun respect de la qualification ;

● Des conditions de logement scandaleuses : des baraquements à tous vents, pas d'eau courante (un seul point d'eau à 500 mètres), 12 m² de surface pour 4.

Le 14 mai, un travailleur est licencié sous prétexte de « réorganisation ». Aussitôt les travailleurs réagissent et exigent la réintégration de leur camarade. Le 17 mai, c'est la grève illimitée.

La C.F.D.T. entreprend dès lors une information auprès de la population en accord avec l'ensemble des forces de gauche, moins le P.C.F. et la C.G.T.

La section locale du P.S.U. a consacré le meilleur de ses forces à cette action et regrette que la liaison entre des grévistes de Tréfilunion et de Jardin-Billard ne se soit pas faite sur le plan local, au sein d'un comité de soutien commun.

En ce qui nous concerne, nous considérons que le combat que mènent les travailleurs immigrés est le même que celui de la classe ouvrière française et internationale : c'est la lutte contre le capitalisme.

Celle-ci exige l'unité des travailleurs. Unité qui ne saurait rester un slogan vide de sens, mais qui doit devenir la réalité du combat quotidien. □

NOTA. — Sur proposition de notre camarade René Delpui, le conseil municipal unanime, réuni le 22 mai, vote une subvention de 1.000 F pour les ouvriers de Jardin-Billard et de 5.000 F pour ceux de Tréfilunion.

Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSES EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

luttons ouvrières

Occupation et grève de la faim

Depuis le 4 juin, les travailleurs antillais et guyanais du foyer **Del Campo**, 84, rue de Charenton (Paris 12^e), occupent les misérables locaux où les entasse le BUMIDOM. Par ce geste, ils entendent mettre fin à une longue série d'abus et d'expulsions. Et ils revendiquent leurs droits :

- la non-fermeture du foyer,
- de meilleures conditions d'hébergement,
- la garantie d'un séjour de trois mois dans les centres de transit avant tout délogement.

Le foyer de la rue de Charenton est l'un de ces centres de transit : quatre chambres lépreuses où on s'agglutine à cinq ou six sur des lits superposés ; l'armoire de fer style régiment, ni table ni chaise ; et pour une vingtaine d'hébergés au total un seul lavabo collectif, un zinc à plusieurs robinets.

Le BUMIDOM (Bureau des Migrations pour les « Départements d'Outre-Mer ») est l'office paragouvernementale chargée de recruter aux Antilles et en Guyane la main-d'œuvre déportable et exploitable en France. Au départ, on promet un emploi sûr, un salaire de 1.000 francs minimum et un logement confortable. A l'arrivée, c'est le centre de transit et une maigre allocation de quelques dizaines de francs par semaine, sur laquelle il faut prendre le prix d'un repas par jour. Puis, à chacun de se débrouiller sur le marché du travail et de l'habitat. Pour que la main-d'œuvre « tourne », le séjour dans le centre de transit est strictement limité. Parce que, à **Del Campo**, les travailleurs non seulement avaient compris le système mais encore avaient commencé à s'organiser pour le combattre, on a tout simplement voulu fermer le foyer.

Cette première opération s'est retournée contre ses auteurs. Depuis le début de l'occupation, les Antillais et les Guyanais de Paris ont entrepris un important effort de regroupement au sein d'un comité de lutte. Chaque jour, et de partout, de nouveaux camarades viennent encourager les occupants. Puis des délégations repartent vers d'autres foyers où le mouvement pourrait s'étendre. La prise de conscience s'accélère. D'ores et déjà, dans les discussions fraternelles qui s'instaurent, de nombreux travailleurs posent le problème de l'autodétermination politique des territoires d'Outre-Mer, de la révolution économi-

que et sociale qui les libérera du sous-développement dans lequel les maintiennent la métropole et le régime capitaliste.

Que l'amplification de la lutte passe par l'union des travailleurs immigrés, c'est ce qu'ont également compris les travailleurs de **Del Campo** en accueillant dans les locaux occupés 3 grévistes de la faim du Secours Rouge décidés à ne pas admettre l'expulsion du Guinéen Fofana. Fofana est, lui aussi, un résistant, un de ceux qui pendant plusieurs mois ont dirigé la grève des loyers au foyer d'Ivry, contre les marchands de sommeil.

Deux de ces grévistes de la faim, Serge Pajean et Jean Neko, ont précisé dans une lettre au ministre de l'Intérieur le sens de leur action. Ils demandent que Fofana soit autorisé à répondre devant la justice française des accusations infamantes qu'on porte contre lui, pour tenter de le discréditer, lui et le mouvement révolutionnaire dont il se réclame. Fofana qui ne cache pas son engagement « maoïste », est accusé d'infraction à la législation sur les chèques. C'est son droit le plus strict — selon les termes mêmes de la légalité bourgeoise — de se défendre devant les tribunaux français de cette accusation mensongère. Au lieu de cela, on le fait disparaître purement et simplement : le 14 juin au matin, il n'était plus à Fresnes où on l'avait d'abord incarcéré.

Les camarades du Secours Rouge ont dû interrompre leur grève de la faim, en raison d'imperméables médicaux inéluctables. En continuant avec les travailleurs antillais l'occupation des locaux, ils entendent protester jusqu'au moment où Fofana aura l'assurance formelle de pouvoir régler ses affaires. □

La section du XII^e arrondissement du P.S.U. invite les camarades du parti, les habitants du XII^e et d'ailleurs, à rendre visite aux occupants de **Del Campo**. Elle organise une collecte et demande d'envoyer des fonds d'urgence (C.C.P. Philippe Ivernel 12.453.78 Paris).

Le 20 juin, à l'appel des travailleurs du foyer **Del Campo**, un meeting contre le racisme se tiendra à la Mutualité, à 20 h 30.

L'action immigrée dans le Rhône

Dans le Rhône depuis un an environ, le problème immigré a été au centre de l'actualité.

Comment se situe le problème de l'immigration dans le département.

A la suite d'un arrêté préfectoral un ensemble d'organisations se sont rassemblées pour faire un front commun. Cette inter-organisation a rendu possible l'existence, dans plusieurs quartiers, de comités regroupant des organisations et des inorganisés sur le problème des travailleurs immigrés.

Le problème de l'immigration dans le Rhône

135.727 étrangers officiellement recensés (chiffre de 1969) résident dans le Rhône, soit 10,3 % de la population (1.327.000).

Sur ce chiffre, les Algériens représentent environ 40 % : 50.749. Les Italiens 29.616 et les Espagnols 22.914. Les Portugais (10.614) sont en constante augmentation.

Ils sont regroupés dans quelques communes de banlieue : Vénissieux, Décines, Vaux-en-Velin, Givors et dans quelques vieux quartiers de Lyon : la Croix-Rousse, le Vieux Lyon (5^e arrondissement), Gerland... L'afflux des immigrés dans certains secteurs correspond à l'abandon par la population française des logements insalubres, des taudis : les anciens bidonvilles ont disparu pour faire place à des bidonvilles verticaux : H.L.M. laissées à l'abandon, telles celles de la rue Olivier-de-Serres à Villeurbanne. Le logement est un des problèmes majeurs des immigrés. Les garnis insalubres surpeuplés (10 par chambre) sont monnaie courante.

L'afflux des immigrés dans certains secteurs pose aussi des problèmes sur le plan scolaire. Celui-ci est d'ailleurs à l'origine de la décision préfectorale.

La circulaire préfectorale du 15 juin 1970

Un certain nombre de parents d'élèves et d'instituteurs estimant que le niveau scolaire baissait de plus en plus dans les écoles à forte concentration émigrée se sont plaints à l'inspection académique, laquelle a demandé à la préfecture de prendre une décision. Celle-ci (arrêté du 15 juin 1970) peut se résumer ainsi :

Refus d'admettre les familles des travailleurs immigrés dans onze quartiers de l'agglomération lyonnaise : ceux où les problèmes scolaires et les problèmes du logement se posent avec le plus d'acuité !

Le résultat c'est qu'un certain nombre de travailleurs immigrés, qui désiraient faire venir leurs familles en France, se sont vus refuser les autorisations nécessaires et qu'un certain nombre de familles se sont vues signifier leur expulsion. Comme l'ensemble des autres quartiers leur est interdit du fait de la ségrégation sociale (les régies refusent de louer aux étrangers) ces mesures d'expulsion étaient en fait le refoulement pur et simple des familles du territoire français. Les travailleurs, eux, peuvent rester. « Seuls les étrangers véritablement utiles à notre économie doivent rester en France. » (Guillemin, député U.D.R. du Rhône, « Le Progrès » du 2-7-70.)

Les réactions

Un certain nombre d'organisations : la C.F.D.T., le P.S.U., l'A.C.F.A.L., la C.I.M.A.D.E., les Non Violents, l'A.P.F., l'A.S.F., le P.S., la C.I.R., Objectif 72, le Cercle Tocqueville, l'A.G.E.L., T.C., Vie Nouvelle, l'U.F.C.S., la Ligue Communiste, décidaient de constituer un front commun. Le P.C. et la C.G.T. ont refusé de s'y associer.

L'inter-organisation envoyait une lettre au préfet le 28 juillet 70, dénonçant le contenu de son arrêté. En même temps l'inter demandait que dans les quartiers concernés les militants se rassemblent pour réagir.

Six quartiers parmi les plus concernés : Oullins, Tassin, Villeurbanne pour la banlieue, Saint-Just, la Croix Rousse et le 3^e arrondissement pour Lyon, constituaient alors des comités rassemblant quelques organisations (P.S.U., C.F.D.T., A.S.F., A.C.F.A.L. étant le noyau dominant), le Secours rouge et des inorganisés.

Ces comités de quartiers ont démarré soit à partir de menace d'expulsion (Croix Rousse, Tassin, Saint-Just) en organisant des manifestations, soit à partir de films (Etrange étrangers, O Salto, Mek-toub). Dans tous ces quartiers des réunions d'informations ont eu lieu sur le problème global de l'immigration et aussi sur la situation réelle des immigrés dans le quartier. Des enquêtes sur l'école, le logement, les foyers hôtels SONACOTRA, ont permis d'y voir plus clair et de sensibiliser l'opinion sur des faits précis.

Le meeting et son impact

Pour permettre à chaque comité de quartier d'expliquer publiquement ses actions, l'inter-organisation a convoqué l'ensemble de la population le mercredi 28 mai à un meeting. Plus de six-cents personnes étaient présentes.

Les actions de l'inter-organisation départementale et l'action des quartiers ont obligé le préfet à reculer, malgré l'appui plus ou moins explicite qu'il a reçu d'un certain nombre d'organisations dites philanthropiques et apolitiques.

Mais surtout cette action a permis à un grand nombre de personnes de prendre conscience du problème immigré, non plus d'une manière sentimentale, mais d'une manière politique. L'analyse des mécanismes de l'immigration a fait apparaître au grand jour l'exploitation des travailleurs immigrés et que cette exploitation était de même nature que celle qui frappe les travailleurs français.

Des mères de famille sont descendues dans la rue alors que jusque là elles avaient peur ; des hommes et des femmes se sont rassemblés pour non seulement échanger entre eux, mais aussi pour élaborer des solutions et dénoncer les carences du capitalisme.

Les manques

Un certain nombre de manques dont certains sont lourds de conséquences doivent être analysés.

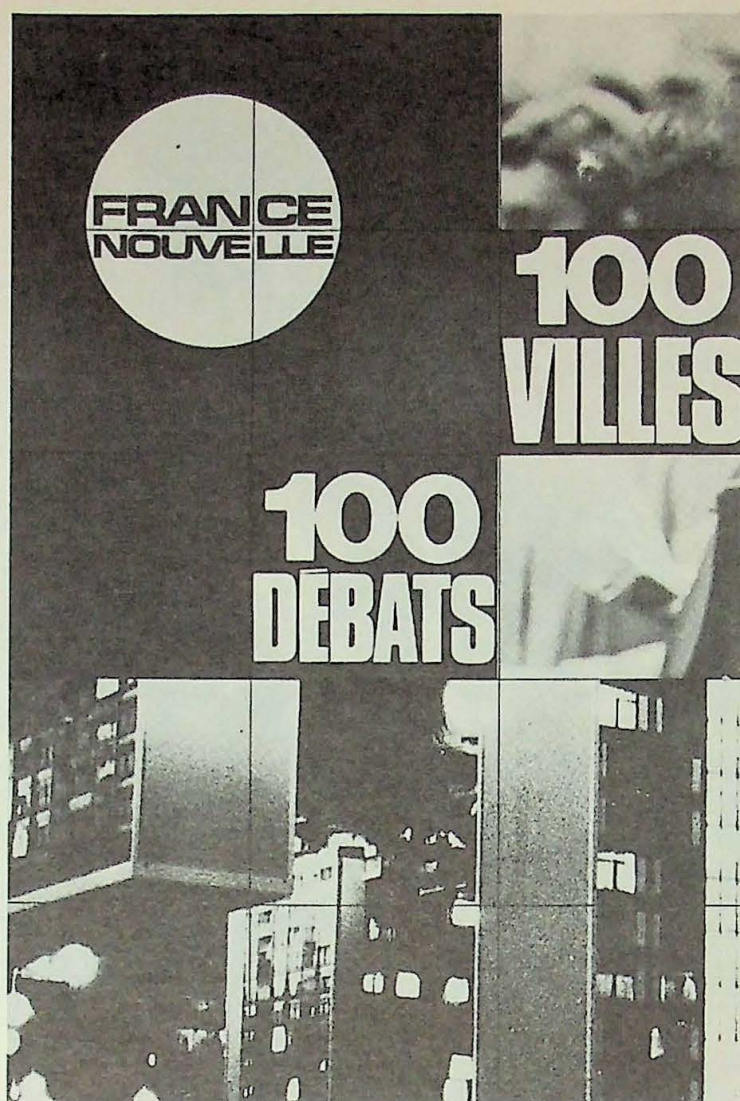
Le premier concerne l'inter-organisation. Celle-ci a permis de riposter rapidement et de mobiliser un grand nombre de militants. Elle a eu aussi face au pouvoir et à la population l'avantage de représenter un éventail très large d'organisations

dont la plupart ont un poids réel. Mais du fait que cet éventail était très large, les bases d'accord et d'action étaient relativement faibles. Tant qu'il s'est agi de lutter contre les expulsions, d'être en position défensive, il était relativement facile de s'entendre. Mais dès qu'il s'est agi de passer à l'offensive, de proposer des solutions politiques, un certain blocage s'est fait. Il a été décidé à la dernière réunion de privilégier l'action des groupes de quartier, l'inter-organisation prenant les initiatives provoquées par l'actualité et appelant à des réunions exceptionnelles si nécessaire.

Le deuxième concerne les travailleurs immigrés. A la lecture des divers comptes rendus de quartier une constatation saute aux yeux : les travailleurs immigrés ont été assez peu concernés par l'action. Certains ont joué un rôle, certes important, mais plutôt à titre individuel. L'ensemble des cartels a essayé d'intéresser les immigrés par des tracts en arabe, en portugais, en espagnol, mais l'impact a été faible. Au secteur immigré P.S.U. nous avons essayé d'analyser cela. Il nous a semblé d'abord qu'il y avait décalage entre les aspirations des travailleurs immigrés et les nôtres. Ils ne se sentent pas à l'aise là où il y a une majorité de Français, d'autant que la langue est un obstacle majeur. D'autre part, leurs conditions de travail, de logement, leurs situations familiales les incitent peu à participer à des réunions. De plus, ils se méfient énormément, surtout actuellement dans le Rhône où les ratonnades et les rafles se multiplient, de tout ce qui peut avoir un caractère officiel et peut leur retomber dessus. Devant cette situation, nous pensons que ce qui permettra le mieux de débloquer la méfiance, la gêne des immigrés c'est le travail dans les entreprises. Des travailleurs immigrés mènent des luttes dans les boîtes, nous en avons des preuves tous les jours, il est nécessaire que ces luttes soient reconnues par les travailleurs français. L'une des manières de faire comprendre aux travailleurs français et immigrés qu'ils ont un même combat à mener, passe par la reconnaissance de ces derniers comme des travailleurs à part entière.

En fonction de ce dernier point, le secteur immigré est décidé à travailler avec le secteur entreprises et non plus avec le secteur luttes internationales. Il nous semble qu'ainsi nous aurons moins de difficultés à cerner les problèmes et que nous serons plus efficaces.

Le troisième point concerne la pratique des militants. Très nombreux dans l'action, il est clair que les militants P.S.U. ont été l'élément dynamique du cartel. Ils ont été très peu à ressentir le besoin de travailler au secteur si bien qu'il a été difficile de coordonner les luttes et d'avancer dans la réflexion. Le manque de liaisons entre les groupes et le secteur nous oblige aussi à revoir le problème des structures. Il faut signaler cependant qu'un stage fédéral sur l'immigration a été l'occasion de commencer à adopter une pratique et une théorie communes. Mais il est nécessaire d'aller plus loin et de rester vigilant face à la répression contre les Algériens. □



L'oxygène aux patrons

Une nouvelle forme de lutte se déroule actuellement à la S.I.O. (Société Industrielle de l'Oxygène). Pour la première fois, les usines du groupe S.I.O. tentent de développer une action au niveau national. La direction était jusqu'à maintenant arrivée à répondre aux différentes revendications ouvrières sur le plan local, jouant sur le fait que le complexe industriel S.I.O. est composé de plusieurs usines et dépôts répartis dans toute l'Italie. Les ouvriers se sont aperçu que cette situation favorise le patron et ils ont décidé d'unifier leurs luttes, de ne plus accepter cette division et de poser les revendications au niveau national.

Auparavant, dans le but de favoriser la dispersion des luttes, la direction employait la méthode qui consistait à envoyer le chef du personnel dans les usines pour négocier avec la commission interne et avec les représentants syndicaux locaux. La direction profitait soit du peu de liaison qui existait dans le syndicat au niveau national, soit elle s'appuyait sur les représentants locaux les plus faibles.

La rupture du front revendicatif s'accompagnait de mesures d'intimidation de la part de la direction. Par exemple, lors de la dernière grève de novembre 1970 à l'usine St-Giovanni à Sesto, les ouvriers et les employés avaient bloqué les portes de l'usine empêchant de ce fait les camions de sortir. La direction convoqua dans ses bureaux une représentante ouvrière en présence du maréchal des carabinieri, indiquant qu'elle porterait la responsabilité parmi le personnel du manque d'approvisionnement en oxygène des hôpitaux, si cela s'accompagnait de conséquences graves.

La manœuvre d'intimidation était évidente, étant donné que la S.I.O. n'est pas le seul fournisseur d'oxygène en Italie et que chaque hôpital dispose d'une réserve d'oxygène pour plusieurs jours. Après avoir essayé le chantage, la direction mit en œuvre une nouvelle tactique tendant cette fois à agir sur le front ouvrier à l'intérieur de l'usine, dans le but de briser l'unité réalisée entre employés et ouvriers. Les heures de grève des employés qui même avaient participé au mouvement, leur furent payées, cherchant de cette façon à obtenir des alliés possibles contre de futures revendications. Un autre exemple d'abus de pouvoir perpétré par la direction eut lieu le

6 avril, veille de la grève générale proclamée unitairement par les trois centrales syndicales. Quelques employés furent invités à se présenter le lendemain à leur travail puisque les représentants syndicaux n'avaient pas prévenu la direction de la grève.

Pour comprendre les raisons de ces manœuvres patronales, il est nécessaire de se rendre compte des répercussions qu'une grève effectuée dans ce contexte industriel peut avoir au plan national. La S.I.O. est une industrie importante dans le domaine des gaz comprimés et autres. Elle dépend directement de l'Air Liquide de Paris (2^e trust mondial des gaz comprimés). A Turin, la S.I.O. est le principal fournisseur en gaz de Fiat et de ses succursales. A Milan elle fournit les usines sidérurgiques comme la Breda, la Brown Boveri et l'Alfa-Romeo.

Aux manœuvres de la direction, les ouvriers répondent par une prise de conscience progressive, suite aux expériences de ces dernières années, ce qui les a amenés à modifier leur programme de lutte. C'est ainsi que les délégués syndicaux des usines de Milan, Sesto, Assago, Monza, Cimito et Ciseate ont présenté une plate-forme commune de revendications, comprenant la révision des classifications, des primes à la production, des conditions de travail, des horaires. Le 19 mai, la direction a convoqué les représentants syndicaux de toutes les usines du complexe industriel pour leur dire qu'elle repoussait toutes les revendications d'ordre financière et d'amélioration des conditions de travail, prétextant une crise à l'intérieur du complexe ; par conséquent, elle ne pouvait supporter de nouvelles charges. Pour appuyer cela elle a présenté un bilan catastrophique (sans aucune valeur), le négatif s'expliquant par l'augmentation des dividendes distribués par la société en fin d'année. Une analyse récente faite par les syndicats, prouve que les gains de la société ont été nettement supérieurs à ceux déclarés. En même temps que cette prise de position, la direction manifestait l'intention de discuter une dernière fois avec les seuls représentants syndicaux de Milan. Mais les représentants de toutes les usines décidèrent de lutter sur les mêmes bases, faisant ainsi avancer la lutte unitaire, surmontant une série d'obstacles initiaux et maintenant intacte leur volonté d'obtenir des patrons les objectifs qu'ils se sont fixés.

Le P.C.F. et les entreprises

Jacques Ferlus

« L'Humanité » du 9 juin dernier a publié un long projet de résolution du P.C.F. intitulé : « L'activité idéologique, politique et d'organisation du parti dans les entreprises. » Ce projet, mis au point lors de la dernière session du Comité central (avril 71), doit servir de base de préparation et de discussion à « la conférence nationale sur le problème des entreprises » que le P.C.F. tiendra les 20 et 21 novembre prochains.

Une absence à combler

Ce soudain renouveau d'intérêt pour l'action dans les entreprises découle tout à la fois de la situation du combat ouvrier dans ce secteur et de la situation générale du P.C.F.

Les communistes n'ont pas été à l'origine des luttes significatives de ces derniers mois (Batignolles, Renault, Usinor et bien d'autres). Mieux, par eux-mêmes ou par C.G.T. interposée, ils ont tout tenté pour les freiner et les détourner du but que leur avaient fixé les travailleurs. Ces attitudes, ajoutées à de nombreuses absences (il existerait pourtant 5.200 cellules d'entreprises) ont servi le mouvement des travailleurs révolutionnaires en lui laissant l'exclusivité des propositions dynamiques et unifiantes : contrôle ouvrier, lutte contre la hiérarchie, statut du travailleur, etc.

Constatant qu'il perd un terrain important sur les lieux de la production et de l'exploitation la plus grande des travailleurs, le P.C.F. veut réagir.

Mais il semble bien que les militants du parti ne sont pas convaincus de la priorité de cette présence. Le projet de résolution reconnaît qu'ils se désintéressent de l'action politique dans les entreprises, particulièrement quand on y lit que le parti doit manifester « la volonté de porter l'activité de masse des cellules communistes sur les lieux du travail ». Cela ne veut-il pas dire qu'il n'en va pas ainsi actuellement ? Dommage pour un parti qui se revendique comme étant l'avant-garde de la classe ouvrière.

Pour la démocratie avancée

Cela étant, il serait malvenu de reprocher au P.C.F. son intention. Personne ne peut prétendre à l'exclusivité de la présence sur le terrain des entreprises. Mais il est plus que probable que la résolution du P.C.F., qui sera certainement adoptée par la conférence nationale, ne répondra pas à l'attente des travailleurs, y compris les militants communistes qui commencent à se poser de sérieuses questions sur les absences de leur parti.

En fait, le P.C.F. est moins préoccupé par la lutte des travailleurs que par le risque de perdre son influence électorale. Pour lui, l'action dans les entreprises n'a qu'un seul objectif : populariser son programme pour la démocratie avancée. De longs paragraphes du projet de résolution lui sont consacrés.

On y annonce que les sept objectifs nationaux seront constamment développés, qu'on popularisera le programme commun, qu'on revendiquera les nationalisations... S'il reste du temps on diffusera « l'Huma » et « France Nouvelle ». Voilà les travailleurs prévenus, leurs revendications et leurs luttes futures seront à classer en deux catégories : les bonnes et les mauvaises. Les bonnes étant celles qui permettent au P.C.F. de débiter son petit arsenal. Car le rôle des cellules d'entreprise est clairement défini : « Amener les travailleurs à comprendre et à soutenir la politique du P.C.F. »

Le contrôle ouvrier, le statut unique du travailleur, les rapports de production et tout ce qui est l'expression des luttes de ces derniers mois n'intéresse pas le P.C.F. Ce ne sont là que des idées « gauchistes » irresponsables. Les communistes vont se charger de mettre de l'ordre dans les entreprises. Voilà qui va faire plaisir au patronat et au pouvoir.

Relancer l'action révolutionnaire

Déjà dans bien des entreprises, nos camarades révolutionnaires se heurtent aux militants du P.C. Il est clair que les affrontements seront plus durs à l'avenir. Le projet communiste accuse ces camarades d'entraîner les travailleurs « vers des voies sans issues ».

C'est le droit du P.C.F. de prendre les travailleurs pour des gens à mettre en tutelle et c'est le devoir des révolutionnaires de les prendre au sérieux. On peut leur faire confiance. Malgré les attaques du P.C.F. ils ne cesseront pas d'être présents dans la lutte des travailleurs, ils l'accéléreront au lieu de la freiner, ils participeront à l'élaboration des revendications au lieu de les imposer, ils les populariseront au lieu de les détourner. C'est alors que l'on verra vers qui les travailleurs se tournent.

Le projet du P.C.F., loin d'inquiéter les militants ouvriers révolutionnaires, est un appel à développer et à préciser encore davantage leur action. Il faut toutefois se persuader que des travailleurs se laisseront séduire, ne serait-ce que pour un temps, par les propositions du P.C.F. Il convient donc de se mettre au travail pour leur présenter d'autres propositions. Il convient de leur dire, ce que le P.C. ne peut pas faire, vers quelle société conduit leur lutte.

Thiers Pétain Marcellin

Françoise Claire



Alors que la presse bourgeoise (« Le Figaro », « Paris Match »...) ont publié pour le centenaire de la Commune des articles qui se voulaient objectifs, que la télévision présentait de bonnes émissions sur la question (les dossiers de l'écran), que même les députés gaullistes de gauche allaient se recueillir au Mur des Fédérés, Marcellin, l'ineffable Marcellin publiait dans son « journal politique », « **Le progrès du Morbihan** » (publié à Garches (92), 19, rue des Vignes !) un article qui est un ramassis de toutes les insanités qui ont pu être dites contre les Communards et la Commune.

Marcellin devait être un bon élève, car il se rappelle à merveille ce que l'on trouve dans les vieux livres d'histoire de France faits pour présenter aux jeunes Français cette période de notre histoire comme la plus honteuse, afin qu'ils n'aient pas l'idée de la faire revivre.

Dans l'« Histoire de France Besseige et Lyonnet », édition 1932, on lit : « Imaginez toute l'horreur de cette guerre civile qui se déroule sous les yeux des Allemands vainqueurs... A Versailles, le gouvernement régulier, entouré de quelques millions d'hommes épuisés, à Paris 200.000 gardes nationaux, pour la plupart des ouvriers, armés de fusils et de canons, une population énervée par le siège et excitée par des meneurs. »

« En fait, dit Marcellin, la Commune fut avant tout l'exploitation par quelques fanatiques de la désolation du peuple de Paris après la défaite de 1870 et de sa misère. »

Il cite aussi Victor Hugo, demeuré tout à fait réservé pendant les événements. Il oublie de dire qu'à ce moment-là, Victor Hugo était loin de Paris, en Belgique, où

les nouvelles les plus extraordinaires devaient arriver (rappelons-nous, en 1968, les habitants de Bordeaux — ou de toute autre ville de province — croyaient sur la foi des nouvelles transportées de bouche à oreille que Paris était en feu, toutes rues décapées, tous arbres abattus !). Mais lorsque Victor Hugo rentra à Paris et put juger lui-même, il mit tout son talent au service des Communards. On voit déjà, par cette façon de procéder, toute la mauvaise foi de Marcellin. Il dit : « **Ce qui frappe chez les chefs de l'insurrection, c'est l'indifférence à l'intérêt national** », alors que l'on sait très bien que la Commune est née justement du sentiment patriotique.

Le « Lavis — cours moyen 1938 — pourtant peu tendre pour la Commune dit : « les patriotes étaient exaspérés par nos défaites » n'osant pas ajouter « et les trahisons ». Et Marcellin d'accuser la Commune d'avoir « détourné cette peine de son caractère patriotique et anti-allemand en l'orientant exclusivement contre Thiers, accusé de complicité avec Bismarck ! ».

Marcellin, défenseur de M. Thiers, c'est dans l'ordre. Monsieur Thiers, avait vis-à-vis des Allemands, la même attitude que Pétain en 1940 et l'on peut penser que si la guerre s'était arrêtée en juin 1940, Pétain aurait, exactement comme M. Thiers, négocié avec les Allemands, payé une rançon, aliéné l'indépendance de la France et aurait été sans doute acclamé par la Chambre des Députés tout comme M. Thiers en mars 1873 et non le 16 juin 1877 comme l'indique faussement « Le progrès du Morbihan ». Parlant du gouvernement instauré par les Communards, notre ministre dit : « Un groupe d'hommes sans scrupules a pu imposer pendant quelques semaines

par la plus basse démagogie, un régime de violence et de folie. » Tout est faux dans cette phrase, l'honnêteté d'un Jules Vallès, d'un Delescluze et de tant d'autres n'est plus à démontrer et une des causes de la défaite de la Commune est justement un excès de conscience.

« On a laissé sortir l'armée de Paris, on n'a point arrêté les traitres de la défense nationale alors qu'on pouvait le faire. La Banque de France est gardée par des bataillons réactionnaires. En politique toute faute est un crime. » (Eugène Chatelain.)

« Plus de sang versé ! les fusils au repos : on nomme les maires et on élit les magistrats. Puis au travail ! au travail ! La cloche sonne l'ouvrage et non plus le combat. » (Jules Vallès.)

Quant à la violence, elle s'exerça surtout pendant la dernière semaine, lorsque les Versaillais pénétraient dans Paris. Le 28 mars 1871, Jules Vallès écrivait : « Le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et belle comme un rêve bleu », et Henri Rochefort : « Les hommes de désordre continuent à faire jouir la capitale de la tranquillité la plus parfaite. »

Marcellin s'indigne de l'arrestation et de l'exécution de Monseigneur Darboy, archevêque de Paris, mais oublie de dire que la Commune avait proposé à Thiers l'échange de Blanqui contre tous les otages et notamment Monseigneur Darboy. Thiers avait refusé, car la mort de l'Archevêque servait sa propagande.

Même mauvaise foi concernant l'œuvre de la Commune : « Quant aux idées sociales, il ne s'agit en fait que de paroles :

aucune décision pratique n'est prise dans l'intérêt du peuple de Paris ». Marcellin ignore l'arrêté du 16 mai 1871 qui rendait gratuits tous les actes de l'état-civil, les dégagements gratuits du Mont de piété, les remises de dettes, la recherche des moyens pour égaliser le travail et le salaire, les centres d'accueil pour les orphelins, les cantines scolaires, les crèches, etc.

Enfin, tout ce beau tissu de contre-vérités marcellinesques aboutit à la conclusion et n'était fait que pour la mettre en valeur. C'est un petit chef-d'œuvre que nous ne résistons pas au plaisir de publier en entier :

« L'insurrection de 1871 exerce sur la gauche une étrange fascination. C'est qu'on y retrouve, poussées jusqu'à leur paroxysme, les caractéristiques essentielles d'une certaine gauche française : indifférence à l'intérêt national, anticléricalisme, mépris du monde rural, refus du suffrage universel lorsqu'il ne les appelle pas au pouvoir, démagogie purement verbale et irréaliste. Le tout dans un climat de haine, de violence et de déchainement des instincts les plus bas dont ceux qui ont vécu Mai 68 n'ont pas perdu le souvenir. »

Mais tout cela n'empêche pas, Marcellin, que la Commune n'est pas morte ! □

N.B. : A la dernière page de son journal, Marcellin affirme : « Grâce à la politique de progrès pleine de vigueur de la majorité du Conseil général aucun P.S.U. n'a pu s'implanter dans le Morbihan, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres départements de Bretagne où des « gribouilles » se jettent dans l'eau pour ne pas être mouillés. »